

M. Paul Desmarais pourrait acheter Le Soleil

par Lionel DESJARDINS

Le quotidien Le Soleil, de Québec, sera vraisemblablement vendu à M. Paul Desmarais, propriétaire de La Presse, pour une somme d'environ \$10 millions.

M. Guy Gilbert, président directeur général du Soleil, a reconnu au cours d'une entrevue téléphonique que Le Soleil était à vendre et que, malgré des propositions de deux autres groupes montrealais, il préférait personnellement que Le Soleil se joigne au groupe Desmarais dont il attend une offre.

Or, M. Roger Lemelin, président de La Presse, a affirmé qu'il a insisté auprès de M. Desmarais pour que celui-

ci entreprenne dès son retour d'un voyage d'affaires, au début de septembre, des démarches pour l'achat du quotidien québécois.

Depuis quelque temps, M. Pierre Péladeau, président de Québecor, qui contrôle le Journal de Montréal et le Journal de Québec, a entamé des négociations avec M. Gilbert.

D'autre part, un troisième groupe vient de reprendre contact avec le président du Soleil. M. Gilbert a, en effet, confirmé qu'un groupe, dirigé par M. Pierre Dansereau, homme d'affaires de Montréal et ancien président de La Presse, a communiqué avec lui mardi, après une première démarche, il y a quelques mois.

Malgré les intérêts exprimés par les deux groupes pour l'achat du Soleil, M. Gilbert précise d'une part que M. Dansereau n'a pas encore fait d'offres et que la famille Gilbert, dont les huit membres détiennent 95 p.c. des parts du Soleil, a décidé d'autre part de "ralentir" les négociations avec M. Péladeau pour attendre les offres de M. Desmarais.

Préférence

Il reconnaît qu'aucun contact direct n'a été établi avec le propriétaire de La Presse mais il affirme que des tractations ont eu lieu par personne interposée.

Le président du Soleil ne cache pas

sa préférence personnelle pour l'intégration du Soleil au sein de la chaîne des journaux Desmarais.

Cette chaîne sera formée dès le mois prochain, a, par ailleurs, précisé M. Lemelin.

Elle regroupera les cinq quotidiens que contrôle déjà M. Desmarais. Une nouvelle société de gestion, Les Journaux Paul Desmarais, sera créée pour remplacer la société Gesca, qui contrôle La Presse et le Montréal-Matin, ainsi que les Journaux Trans-Canada, une filiale qui regroupe Le Nouvelliste de Trois-Rivières, la Tribune de Sherbrooke et la Voix de l'Est de Granby.

Les propriétaires du Soleil décide-

raient de s'associer à cette chaîne de journaux lors de sa création ou quelque temps plus tard en cédant en totalité ou en partie leurs intérêts dans le quotidien québécois.

Concernant le prix de vente possible, M. Gilbert estime que \$12 millions est une estimation valable mais que la somme définitive pourrait être supérieure ou même inférieure.

Pour sa part, M. Roger Lemelin prévoit que l'offre du groupe Desmarais ne dépassera pas les dix millions.

En prenant le contrôle du Soleil et de sa nouvelle filiale, Le Quotidien du Saguenay-Lac-Saint-Jean, le groupe Desmarais contrôlerait 70 pour cent du tirage des quotidiens québécois.

Par ailleurs, les propriétaires du Soleil dont les profits ont sensiblement diminué depuis deux ans, désiraient vendre le quotidien québécois avant le début des prochaines négociations pour le renouvellement du contrat de travail avec ses employés, le 15 octobre.

Le Soleil ne peut plus faire cavalier seul, estime le président du Soleil.

M. Gilbert explique que "tous les quotidiens Desmarais vont dans le sens du Soleil" par leur conception de l'information.

"Il m'apparaît que le Soleil est beaucoup plus apparenté au style des Voir DESMARAIS, page A 6



LE PLUS GRAND
QUOTIDIEN
FRANÇAIS
D'AMÉRIQUE
MONTREAL
JEUDI 23 AOUT 1973,
89e ANNEE, NO 201,
68 PAGES, 6 CHAHIERS

MONTREAL-METRO. 15c

METEO

Aujourd'hui : Généralement beau
Demain : Pas de changement
Maximum : 70° — Minimum : 55°
Pollution — Détails à la page A 2



Louise et Philippe Wronski, à bord de "Pilou", nom donné à leur maison motorisée, viennent d'arriver à Montréal après une aventure de 85,000 milles autour du monde. Pendant deux ans, ils vendaient les Jeux de 1976 à travers trois continents.

Le mal du pays ramène les deux ambassadeurs bénévoles des Jeux

par Guy PINARD

Un aussi long périple ne pouvait se dérouler sans quelques incidents fâcheux: assaut par un voleur à Panama, fouille nettement trop poussée à la frontière tchécoslovaque, pénurie d'aliments durant deux mois au centre de l'Afrique... Ils en passent et ils en oublient.

Pourtant, quand Louise et Philippe Wronski font le bilan de leur long voyage de deux ans (presque jour pour jour puisqu'ils l'ont en-

trepris le 26 août 1971) dans 48 pays américains, européens et africains, sous le signe de l'Olympisme et des Jeux de 1976, il est bien évident que l'aventure s'est avérée enrichissante.

Un voyage écourté

Au départ, le voyage des époux Wronski (il a 30 ans, elle 26) avait les dimensions d'une Olympiade, c'est-à-dire quatre ans. Les objectifs étaient de mieux faire connaî-

tre le Canada, ses athlètes et surtout Montréal, ville-hôte des Jeux de 1976, aux quatre coins du monde. Ils devaient faire un tour du monde complet, visitant principalement les villes où les Jeux olympiques ont déjà été présentés.

"Pour des raisons financières", dit M. Wronski, "à cause du mal du pays", ajoute son épouse, ils ont décidé d'écourter leur voyage. La deuxième tranche viendra plus tard. Mais ils peuvent dire qu'ils ont vu le plupart des villes olympi-

ques du passé, à l'exception de Melbourne, en Australie (1956), Tokyo (1964) et Sapporo, au Japon (1972).

Et c'est un peu grâce à eux si le sigle des Jeux est connu à travers le monde, car, disent-ils, partout où ils sont passés, les gens ne savent absolument rien des Jeux de 1976, sinon qu'ils auront lieu à Montréal.

Pourtant, ils reviennent enrichis, emballés, avec plus de 15,000 photos et diapositives et une myriade

Voir PAYS, page A 6

Au Québec, n'importe qui s'improvise chef cuisinier

par Pierre VENNAT

Si je vous disais que seulement dix p. cent des cuisiniers qui suivent nos cours de perfectionnement sont capables de suivre une recette tirée d'un livre qu'on place devant eux?

Ces propos du directeur général de l'Association des restaurateurs du Québec, M. Eddy Prévost, résume bien l'état de l'industrie de la restauration au Québec: n'importe qui peut faire la cuisine sur une base commerciale au Québec pourvu qu'il la fasse à la satisfaction du patron du restaurant.

C'est d'ailleurs la Société suisse des hôteliers qui en faisait la remarque en avril 1972, en écrivant dans sa revue mensuelle que "de par la loi des grands nombres, la restauration et la gastronomie sont devenues l'une des plus grandes industries canadiennes. Paradoxalement, quiconque peut ouvrir un établissement public, même s'il est totalement dépourvu de connaissances professionnelles de base".

Pareille situation serait parfaitement impensable en Suisse, en Hongrie ou en bien d'autres coins de l'Europe, mais c'est justement ce qui arrive ici.

11,000 restaurants au Québec

Selon M. Prévost, 11,000 établissements détiennent un permis de resta-

urant au Québec, c'est-à-dire vendent au moins du café et des sandwiches au public.

Ce nombre inclut les snack-bars dans les corridors d'établissements commerciaux, les "stands à patates frites", et les tavernes du coin qui se piquent de servir un repas.

Quant aux cantines, de plus en plus nombreuses, dans les usines, on ne sait pas combien il y en a pour la bonne raison qu'elles ne sont même pas inspectées par le ministère de la Santé pour la plupart. Il s'agit en effet de "cuisines internes" comme celle que l'on retrouve chez soi et où le gouvernement n'a pas affaire.

De ces 11,000 restaurants, chiffre officiel, il n'y en a que 5,000 à 6,000 qui donnent réellement un repas complet. Et c'est à condition de ne pas être trop exigeant sur le contenu du "repas".

En fait, de dire M. Prévost, en établissant des normes peu élevées au début, quelque 3,500 (sur 11,000) établissements pourraient répondre à la définition de "restaurants".

Quelque 700 d'entre-eux, les plus "motivés", sinon les meilleurs, font partie de l'Association des restaurateurs du Québec.

Parce que des normes, il faut bien comprendre qu'on n'en a pas encore même si le service de l'hôtellerie du ministère du Tourisme a mis au point, pour une région-pilote non en-

core identifiée, des normes minima qu'on pourrait s'étendre ensuite à toute la province.

N'importe qui se dit cuisinier

Dernièrement, la Société des chefs de cuisine et pâtisseries de la province de Québec a présenté aux autorités provinciales un mémoire réclamant que le titre de "chef de cuisine" et de "chef pâtissier" soit soumis à des normes précises.

Le mémoire faisait justement remarquer qu'au Canada, dans toutes les provinces, excepté celles du Nouveau-Brunswick et du Québec, les gouvernements ont légiféré pour donner au chef de cuisine et au chef pâtissier un statut professionnel véritable, en raison de leur formation spécialisée et de leurs responsabilités particulières dans la gestion des établissements.

Or, écrivait-on, "au Québec, de par l'absence de tout statut professionnel, les chefs de cuisine sont considérés comme subalternes, voir même comme de simples domestiques".

Le mémoire sollicitait l'appui gouvernemental pour en arriver à l'instauration d'un statut professionnel pour les chefs de cuisine et pâtisseries.

Parallèlement, la Société des chefs de cuisine et pâtisseries réclamait du gouvernement l'établissement d'un système de classification pour les mé-

Voir CUISINIER, page A 6

AUJOURD'HUI



Le premier secrétaire francophone de Power Corp. : Daniel Johnson, fils

Plutôt que de s'engager en politique comme son père Daniel, ancien premier ministre du Québec, ou comme son frère Marc, qui s'est fait récemment l'apôtre du Parti québécois, Daniel Johnson, fils, de retour d'un séjour d'étude de six ans à l'étranger, entre chez Power Corporation. Se disant nationaliste, comme son père, il n'envisage pas de se lancer dans une carrière politique, avant un bon moment...

— page D 10

LE BAEQ. 10 ANS APRES

Une région trop peuplée — page A 5



L'AMOUR ET LA LOI

ADRIAN POPOVICI
MICHELLE PARIZEAU-POPOVICI
BREVETES
(collaboration spéciale)

— page D 3

Abattoirs : Toupin a eu gain de cause

Le conseil des ministres a finalement adopté un nouveau règlement qui établit un régime d'inspection obligatoire pour tous les abattoirs du Québec. Ce règlement qui amende la loi sur les aliments vise à assainir le marché de la viande dans la province.

— page A 7



CHASSE ET PÊCHE

Opération 52 : c'est terminé

— page C 7



LE GOLF

— page C 6

Les Expos: une troisième défaite aux mains des Giants

— page C 1

Les Tiger Cats font subir un premier revers aux Argonautes

— page C 2



la plaisance

— page E 6

SOMMAIRE

Arts et spectacles: B 1 à B 4
Bandes dessinées: A 14
Cinéma: B 3
Dans le monde du travail: D 8
Décès, naissances, etc.: F 9
"Dites-moi, docteur": D 4
Economie: D 10 à D 14
Editorial: A 4
Etes-vous observateur?: E 2
Horoscope: D 5
Informations étrangères: D 1
Loisirs et Récréation: D 6
"Mot-mystère": E 3
Mots croisés: E 8
Petites annonces: E 1 à E 8, F 1 à F 8
Plaisance: E 6
Radio et télévision: B 6
Sports: C 1 à C 7
SYBIL: E 4
Tribunaux: A 12
Vivre aujourd'hui: D 2 à D 5

mini-presse

le monde

□ Le président Richard Nixon rencontra hier les journalistes pour la première fois depuis plus de cinq mois hier à San Clemente. Il a d'abord annoncé que M. Henry Kissinger deviendra secrétaire d'Etat en remplacement de M. William Rogers, démissionnaire. Mais cette nouvelle n'a pas empêché les journalistes à une exception près de le questionner sur l'affaire Watergate.

□ Entre-temps, hier à Washington, le juge John Sirica entendait la demande du procureur spécial Archibald Cox qui veut obtenir les enregistrements de neuf conversations

du président Nixon avec ses adjoints sur l'affaire Watergate et les objections formulées par le conseiller juridique de la Maison Blanche. Il a promis de rendre une décision d'ici une semaine, décision qui fera certainement l'objet d'un Appel par la partie lésée.

□ Au Chili, la situation demeure tendue. Le président Allende cherche une solution à la grève des camionneurs, les partis d'opposition les moyens de le déposer et les syndicats recommandent à leurs membres de demeurer vigilants.

le Canada

□ Le ministre du Travail a fait savoir qu'il remettrait de nouveau le dossier sur le conflit du rail au juge Alan Gold. M. John Munro, qui s'était dit confiant de mettre fin au conflit après quelques jours de négociations, ne considère pas que son intervention fut un échec.

□ Par ailleurs, la grève du rail déclenchée à six heures hier matin au Québec, et qui devait durer 24

heures, est prolongée de 18 heures. Les employés non itinérants reprendront le travail à minuit ce soir.

□ Le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration est disposé à venir en aide à la cueillette des bleuets au Lac Saint-Jean. Un porte-parole du ministère attend toutefois un appel des responsables. Faute de cueilleurs, le bleuet pourrit actuellement sur place.

le Québec

□ Le ministre de l'Agriculture a réussi à faire adopter au conseil des ministres un régime d'inspection permanent obligatoire pour tous les abattoirs de la province. M. Normand Toupin a déclaré que les nouveaux amendements qui seront apportés à la loi sur les aliments visent à assainir le marché de la viande au Québec.

□ Le député créditiste de Portneuf, M. Antoine Drolet, réclame une en-

quête style Watergate sur "l'affaire Laporte". M. Drolet estime qu'une bonne partie de la population met sérieusement en doute depuis quelque temps les institutions politiques à la suite de la révélation de cette affaire.

□ Le conseil municipal de Hull a adopté une résolution qui abolit les services offerts aux municipalités voisines de Lucerne, d'Aylmer et de Deschênes.

métro

□ La Chambre de commerce de Laval recommande au gouvernement du Québec de fusionner tous les organismes de transport en commun de Montréal, de Laval et de la rive sud en une régie provinciale autonome, relevant directement du ministère des Transports. Le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, M. Lawrence Hanigan, n'est pas d'accord avec cette suggestion.

□ Montréal aura le plus grand stu-

dio de production du Canada dans le domaine de la télévision. Télé-Métropole vient de dévoiler les plans d'un complexe de \$9 millions qui sera construit dans l'Est de la métropole, et dont les travaux seront terminés au mois d'octobre 1974. Le projet initial d'exiger deux immeubles de 20 étages n'est cependant pas encore arrêté. Pour le moment, il s'agit d'un édifice de 14 étages et d'un deuxième de quatre étages seulement.

le sport

□ Au baseball, les Expos ont essuyé une 10^e défaite au cours de leurs 14 derniers matches, cette fois 3-2 face aux Giants de San Francisco, qui ont balayé les honneurs de la série de trois matches au parc Jarry. Aujourd'hui, c'est jour de relâche mais demain les Padres de San Diego sont en ville pour le week-end.

□ Trois matches étaient à l'affiche

hier dans la ligue Canadienne de football et dans l'Est les Tiger Cats ont véritablement humilié les Argonauts de Toronto 38-4, à Hamilton. C'était le premier revers des Argos en quatre matches.

□ A ne pas manquer aujourd'hui: les chroniques de Chasse et Pêche avec Henri Poupart et Leçon de golf avec Luc Brien.

Rail: Munro remet de nouveau le dossier au juge Alan Gold

OTTAWA (UPI, PC) — Le ministre du Travail, M. John Munro, s'est retiré des négociations visant à régler le conflit du rail, sans avoir atteint son objectif après trois jours d'efforts intenses, mais non sans avoir, cependant, fait part de son intention de soumettre une nouvelle série de propositions comme base de poursuite des pourparlers.

Entre-temps, le Canadien National a suspendu indéfiniment son service commercial entre Montréal, Ottawa et Toronto, et les employés non itinérants du rail sont en grève au Québec, en Ontario, en Alberta, en Colombie-Britannique et dans les Territoires du Nord-Ouest.

M. Munro a fait savoir qu'il remet-

trait de nouveau le dossier au juge Alan Gold, auquel il transmettra également ses propositions.

Le ministre a précisé que ses propositions pourront être modifiées quelque peu par les parties et le médiateur.

M. Munro, qui s'était dit confiant de mettre fin au conflit après quelques jours de négociations, ne considère pas que son intervention fut un échec.

"Je voulais surtout me rendre compte des possibilités d'en arriver à un règlement, a-t-il dit. Cet exercice m'a permis justement de mettre au point une série de propositions.

Le juge Gold a indiqué, à Montréal, qu'il s'attendait de rencontrer les re-

présentants des deux parties dès aujourd'hui, après avoir pris connaissance des propositions du ministre.

Pour sa part, M. Richard Smith, négociateur en chef des 56,000 employés non itinérants du rail, a souligné que bien que M. Munro n'ait pas réussi à faire intervenir une entente, ses efforts ne constituent pas un échec puisque les parties impliquées continueront de discuter.

Les présidents du Canadien National et du Canadien Pacifique, MM. Norman MacMillan et Ian Sinclair, ont refusé quant à eux de commenter les négociations qui se sont déroulées à Ottawa en présence du ministre du Travail.

M. Munro s'est dit d'avis de son côté que bien que la situation soit sérieuse, il n'est pas dans l'intérêt à long terme du public que le Parlement soit convoqué pour mettre un terme au conflit.

Il a rappelé que le premier ministre

Trudeau a dit clairement que les compagnies ferroviaires devraient conclure une entente pécuniaire avec leurs employés non itinérants et qu'on verrait par la suite si elles ont besoin d'aide financière.

Grève prolongée

Par ailleurs, au Québec, la grève a été déclenchée à six heures hier matin. Elle devait durer 24 heures, mais le syndicat a décidé de la prolonger de 18 heures. Les employés non itinérants reprendront donc le travail à minuit ce soir.

Le service traversier entre le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard a repris hier, tandis que Terre-Neuve demeure isolée.

Le service transcontinental du CN ne fonctionne pas depuis qu'ont commencé les grèves rotatives, le 26 juillet dernier. Le service commercial entre Montréal et les Maritimes et entre Montréal et la Gaspésie est paralysé depuis le 13 août.



photo PC

Le ministre fédéral du Travail, M. John Munro, a annoncé, hier, qu'il remettrait de nouveau le dossier du rail au juge Alan Gold, qui doit rencontrer les représentants des parties impliquées dans le conflit, dès aujourd'hui, à Montréal. Le ministre a tenté pendant trois jours, mais en vain, de faire intervenir une entente.

Drolet veut tout savoir sur "l'affaire Laporte"

QUÉBEC (PC) — "Le peuple a le droit de savoir ce qui se passe dans l'administration publique et il ne sert à rien de cacher indéfiniment la vérité, car plus on attend, plus les scandales s'accumulent."

C'est par cette déclaration que M. Antoine Drolet, député créditiste de Portneuf, a voulu insister une fois de plus hier auprès du gouvernement Bourassa pour que l'affaire "pègre-politique", dit-il, soit débattue à fond par une commission parlementaire style Watergate.

Comme les autres partis d'opposition, le Ralliement créditiste estime qu'il faut nécessairement faire toute la lumière sur l'affaire Laporte pour restaurer les institutions politiques qui sont sérieusement mises en doute depuis quelque temps par une bonne partie de la population.

"Je suis dégoûté de cette affaire, les gens en général commencent à avoir leur voyage" et ce n'est sûrement pas devant l'enquête sur le crime organisé qu'on videra cette question. Je doute même que l'enquête soit menée à terme", affirme M. Drolet.

Chantage

En outre, il demande au premier ministre "de cesser son chantage pour plutôt éclairer l'opinion publique en dévoilant les dossiers qu'il a en main."

"Le député péquiste Rober Burns nous apprend une bonne journée qu'il a de nouvelles révélations incriminantes pour le gouvernement et, le lendemain, M. Bourassa riposte en menaçant de confondre les partis d'opposi-

tion par la publication de dossiers secrets."

"On se lance ainsi la balle depuis des semaines et, entre-temps, rien ne s'éclaircit, rien ne se règle et les Québécois deviennent écoeürés d'être témoins de telles saloperies", déclare M. Drolet.

Finalement, il réclame, sans trop d'insistance toutefois, la démission temporaire de M. René Gagnon comme chef de cabinet du ministre Jean Bienvenue à l'Immigration, personne mêlée de très près à l'affaire Laporte pour avoir notamment assisté à la réunion du 16 avril 1970 en présence de Pierre Laporte, J.-J. Côté, D'Asi et Dillorio.

Cependant, M. Gagnon plaide son innocence contre toute accusation qui pourrait être portée contre lui et il tient à être entendu à l'enquête sur le crime organisé qui doit reprendre ses travaux à l'automne.

ici et là

VENDREDI

— Championnat du Québec, concours hippique, se déroule à Dunham, les 24, 25 et 26 août.

— Colloque du Parti libéral du Québec au Camp des Jeunes Musicales du Mont Orford, les 24, 25 et 26 août, sous le thème: "Le Québec et son avenir".

10:00 Présentation de quatre films pédagogiques au cinéma du Vieux Montréal.

DERNIERS 7 JOURS



OFFRE ESTIVALE de
VIC TANNY

MAINTENANT...

1 1/2

PRIX

Vraiment sensationnel!

L'offre spéciale estivale, 1/2 prix de Vic Tanny n'est maintenant valable que pour un temps limité. Pensez-y... tous les fabuleux avantages de Vic Tanny pour votre santé et votre forme sont à votre portée pour la moitié du prix courant.

Si vous avez quelques livres et pouces superflus, voici pour vous un programme exclusif de Vic Tanny pour l'amaigrissement et le raffermissement.

Vous pouvez vous remettre en forme très rapidement... perdre de 2 à 5 livres à la taille, aux hanches, jambes et cuisses, et de 5 à 20 livres à la manière agréable de Vic Tanny. Vous y arriverez grâce aux machines pour raffermir et au guide alimentaire.

Et qui plus est, vous profiterez de tous les avantages pour relaxer dans un cadre non seulement approprié mais luxueux... tout à moitié prix!

Offrez-vous une visite gratuite chez



VIC TANNY

AIR CONDITIONNÉ
8 CLUBS SANTÉ-BEAUTÉ

866-3992

OFFREZ-VOUS LA GAMME
LA PLUS COMPLÈTE D'AVANTAGES
SANTÉ-BEAUTÉ AU CANADA

- Piscines tropicales
- Bains chauds tourbillon
- Salle de mise en forme, avec moquette.
- Amaigrissement esthétique
- Saunas scandinaves
- Bains de vapeur turcs
- Salles solaires, "California" ultra-violet
- Massages professionnels.

LA MÉTÉO

Un sismographe... vivant!

Il y a toutes sortes de sismographes. Même des vivants. Tenez, Alcide Ouellet, par exemple, c'en est un. Mais oui, car en plus de jongler avec la météo, très tôt le matin, il s'amuse de ce temps-ci à faire gigoter les aiguilles de ses chartes, au point qu'on récolte actuellement un flux d'air frais du nord-ouest, (précédé, en plus, de précipitations a s s e z abondantes) qui a recouvert la majeure partie du Québec, hier, et nous a valu

une baisse marquée de la température. Presque une journée d'automne!

Aujourd'hui, bien sûr, notre météorologiste national nous promet le retour du soleil, mais on reste quand même avec le temps frais qu'il a provoqué en s'improvisant sismographe.

Il va falloir lui acheter un jeu de Monopole. De la sorte, il aura plus de chances de déranger moins de monde.

à Montréal

AUJOURD'HUI
Maximum 70 — Minimum 55
Généralement beau

DEMAIN
Généralement beau

au Québec

REGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Saint-Maurice	45	65	Généralement ensoleillé	Beau
Outaouais	55	70	Généralement beau	Généralement beau
Laurentides	45	65	Généralement ensoleillé	Beau
Cantons de l'Est	55	70	Généralement beau	Généralement beau
Québec	55	70	Généralement beau	Généralement beau
Rimouski	50	65	Périodes nuageuses	Périodes nuageuses
Lac-Saint-Jean	50	65	Périodes nuageuses	Périodes nuageuses
Baie Comeau	50	65	Périodes nuageuses	Périodes nuageuses
Sept-Îles	50	65	Périodes nuageuses	Périodes nuageuses
Gaspé	50	65	Périodes nuageuses	Périodes nuageuses

au Canada

	AUJOURD'HUI	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Nuageux	Vancouver	50 65
Alberta	Ensoleillé	Edmonton	55 75
Saskatchewan	Nuageux	Régina	55 80
Manitoba	Ensoleillé	Winnipeg	60 75
Ontario	Nuageux	Toronto	55 75
Nouveau-Brunswick	Dégagement	Saint-Jean	50 70
Nouvelle-Écosse	Pluie	Halifax	50 65
Île-du-Prince-Édouard	Ensoleillé	Charlottetown	50 65
Terre-Neuve	Averses	Saint-Jean	55 65

si vous partez

Aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
New York	—	—	Chicago	—	—
Washington	—	—	San Francisco	—	—
Boston	—	—	Los Angeles	—	—

Vers les capitaies

	Min.	Max.		Min.	Max.
Paris	64	—	Moscou	48	—
Londres	59	—	Stockholm	46	—
Rome	—	75	Tokyo	—	85
Berlin	54	—	Athènes	—	77
Amsterdam	54	—	Casablanca	—	73
Bruxelles	59	—	Genève	68	—
Madrid	70	—	Le Caire	72	—

Vers les plages

	Min.	Max.		Min.	Max.
Acapulco	79	91	Bermudes	80	86
Mexico	54	68	Barbades	77	84
			Nassau	70	81
			Rio de Janeiro	79	92

Des conseillers marchepieds

Un commentaire de
Claude GRAVEL

Les conseillers municipaux de Montréal ont ceci de particulier qu'ils se satisfont de fort peu. Il y a deux semaines, ils cédaient à leur comité exécutif les pleins pouvoirs en ce qui concerne l'octroi des contrats olympiques. "Nous vous tiendrons au courant", leur avait dit un Jean Drapeau radieux.

Exécutant aussitôt sa promesse, le maire leur avait demandé quand ils voulaient être renseignés sur le stade et le vélodrome. Branle-bas inhabituel dans la salle du conseil. M. Drapeau propose une date, le 14 août. Les conseillers en proposent une autre, le 21. Le maire se rend à la suggestion de ses "collaborateurs".

M. Drapeau n'ayant pas dit que ces séances d'information se dérouleraient à huis clos, tout le monde en conclut qu'une assemblée publique du conseil municipal aura lieu le 21 août. Et les conseillers, tout heureux de pouvoir enfin "poser des questions", et les journalistes, satisfaits de pouvoir en apprendre davantage, se promettent une belle soirée.

Silence chez les premiers, déception chez les seconds une semaine plus tard: M. Drapeau annonce, ou plutôt n'annonce pas mais fait savoir par les voies habituelles, qu'un caucus du Parti civique sera tenu le mardi 21 août 1973. La question à l'ordre du jour: le stade olympique.

Or, un caucus se déroule dans le plus grand secret et les participants ne doivent pas révéler ce qu'ils y apprennent. Mais, comme tous les membres du conseil municipal sont également membres du Parti, M. Drapeau atteint son objectif: renseigner les conseillers.

Le public, dans tout cela, dont les conseillers sont les représentants élus? Oublié. Au téléphone, hier, la plupart des conseillers interrogés ont préféré s'en tenir au secret des délibérations et ne rien révéler de ce qu'on a pu leur apprendre mardi.

"Ce fut une répétition de ce qu'on savait depuis un an", a déclaré l'un d'eux. Un autre, à l'accent tout aussi sincère, a dit: "Nous avons reçu des renseignements supplémentaires, mais le maire a promis de faire une déclaration publique en temps opportun".

Après s'être fait dépouiller de leurs droits les plus légitimes, tous les conseillers municipaux acceptent maintenant de se laisser museler de la manière la plus anormale qui soit, par un maire rusé qui transforme tout à coup en caucus ce qui devrait être une assemblée publique.

Car, je vous le demande, qu'y a-t-il actuellement de plus public et qu'est-ce qui appartient le moins au seul Parti civique que les Jeux olympiques de 1976? Les conseillers ont été renseignés, du moins on le suppose. Mais à quoi sert un conseiller réduit au silence?

Que le Parti civique tienne des caucus secrets pour élaborer sa stratégie en vue des élections de 1974, rien de plus normal. Mais il y a de quoi protester quand ce parti, sous prétexte qu'il contrôle l'hôtel de ville, discute en catimini de projets financés avec les fonds publics.

Que faire, dans un tel cas, quand on est journaliste? Mendier la "nouvelle" brîbe par brîbe, auprès de sources peu sûres, avec le risque de tromper involontairement le public qu'on veut informer? Non, merci. Une information qui ne peut être vérifiée n'est jamais une bonne information.

Lorsque les conseillers municipaux auront compris qu'ils ne doivent pas servir de marche-pied au maire en se prêtant à des tactiques discutables, mais plutôt rendre compte de leurs faits et gestes à la population qui les a élus, ils pourront relever la tête.

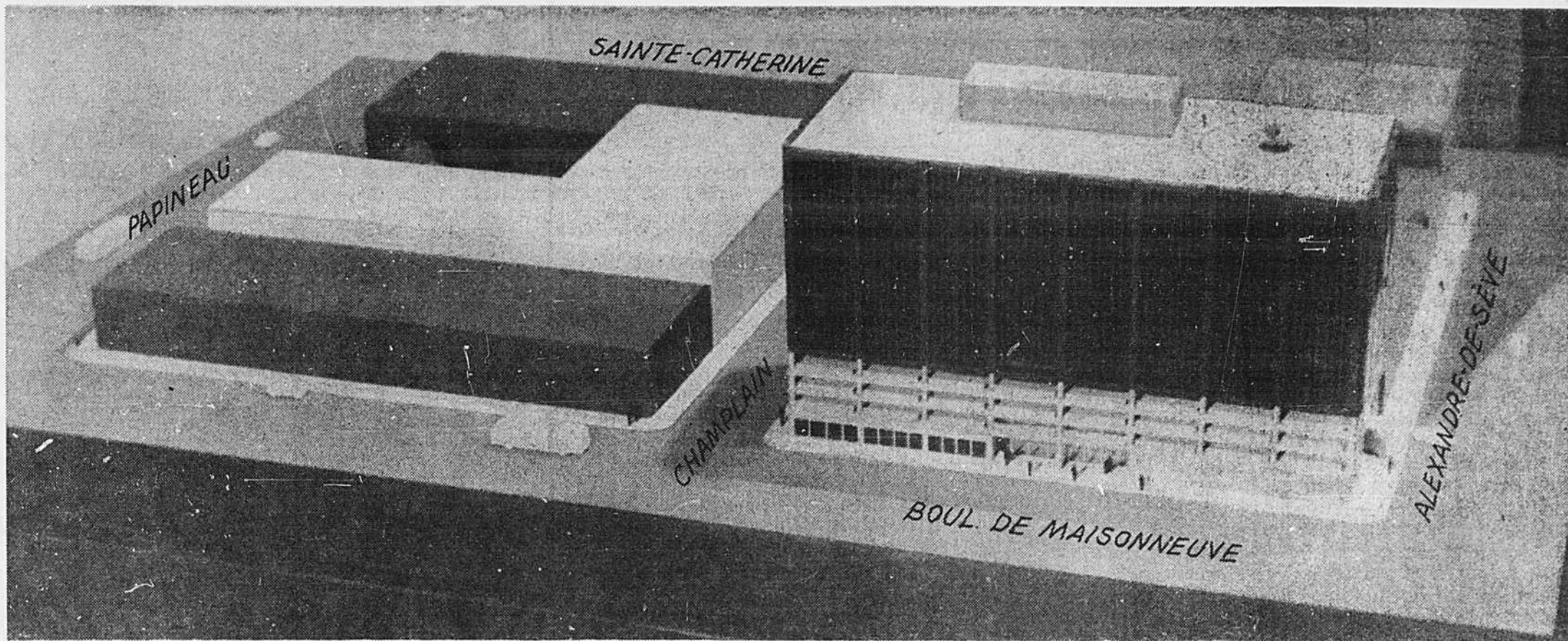
En attendant, il faut, comme eux, attendre la prochaine déclaration publique de M. le maire. En espérant qu'ils seront aussi invités à la fête.

Grève du rail: des éleveurs menacés de la faillite

MONTGOMERY, N.B. (PC) — Robert Culbertson, président de la Fédération agricole du Nouveau-Brunswick, affirme qu'un bon nombre d'éleveurs de porcs et de poulets de la province seront acculés à la faillite si la grève du rail n'est pas réglée immédiatement.

Dans un communiqué publié, hier, il a déclaré que la récolte locale de graines de 1973 ne sauvera les éleveurs que dans certaines régions.

Il a dit que bon nombre d'éleveurs seront forcés de cesser leurs opérations au début de septembre à moins que des expéditions de moulées n'arrivent par chemins de fer.



La future cité des ondes de Télé-Métropole prendra l'aspect que voilà... L'un des futurs immeubles aura 14 étages, l'autre, quatre, dont deux souterrains.

Télé-Métropole aura le plus grand studio de production du Canada

par André BELIVEAU

L'est de Montréal possédera d'ici le mois d'octobre 1974 le plus grand studio de production du Canada dans le domaine de la télévision.

S'inscrivant dans le cadre du programme d'expansion de Télé-Métropole, dont les détails ont été précisés hier après-midi par son président M. Roland Giguère, au cours d'une conférence de presse, cette initiative vient s'ajouter à l'inauguration récente, également dans l'est de la métropole, de la nouvelle Maison de Radio-Canada.

Les dirigeants de Télé-Métropole avaient déjà fait état publiquement de leurs projets. Ceux-ci, qui prévoyaient initialement la construction de deux immeubles de 20 étages, n'étaient cependant pas définitifs. Le plan qui a été dévoilé hier comporte plutôt, pour le moment, la construction dans les deux quadrilatères circonscrits par les rues de Maisonneuve, Papineau, Sainte-Catherine et Alexandre-DeSève de deux immeubles, dont l'un aura 14 étages et sera coiffé d'un hélicoptère doté de tous les services connexes, l'autre aura quatre étages, dont deux souterrains.

La Chambre de commerce de Laval:

Une régie de transport en commun pour Montréal, Laval et la rive sud

par Florian BERNARD

La Chambre de commerce de Laval recommande que le gouvernement du Québec fusionne tous les organismes de transport en commun de Montréal, Laval et la rive sud en une régie provinciale autonome, relevant directement du ministère des Transports.

Dans un mémoire adressé aux autorités, la Chambre de commerce précise que cette régie devrait être créée par le gouvernement de façon à implanter une seule juridiction en matière de transport en commun dans la région métropolitaine. Les déficits annuels de transport des différentes villes impliquées seraient fusionnés et répartis sur l'ensemble du territoire, au prorata des évaluations foncières.

La Chambre de commerce se prononce également en faveur de la construction d'un réseau de métro à Laval, avec un minimum initial de trois stations.

Le président de la Chambre, M. Hubert Poitras, estime qu'il est logique que le métro se rende à Laval, à la condition qu'on y construise simultanément une station à Pont-Viau, une autre à l'ouest de l'autoroute et une troisième dans le futur centre-ville.

Proposition de la CUM

La Chambre de commerce rejette la proposition initiale de la CUM qui aurait consisté à prolonger la ligne numéro 2 dans Laval, sur une distance d'environ 4,700 pieds, avec un embranchement de 1,500 pieds vers l'est. Ce prolongement est insuffisant, selon la Chambre de commerce, car il ne prévoit qu'une seule station dans Laval (face à l'ancien hôtel de ville de Pont-Viau), et qu'il aurait pour objet principal de drainer les Lavallois vers les centres commerciaux de Montréal.

Cette proposition de la CUM prévoyait également la construction d'un garage sur le site de l'ancienne baie du marigot, d'un volume suffisant pour garer 16 trains. Dans l'esprit de la Chambre de commerce, "il semble clair que la CUM a un besoin d'espace de remisage pour un certain nombre de rames de métro" et qu'elle veut en faire absorber le coût par les Lavallois.

Le coût de cette expansion est évalué à environ \$9 millions — sans compter l'achat et l'installation du matériel technique nécessaire à l'exploitation.

Les travaux sont déjà en cours.

De nouveaux horizons

L'originalité du projet réside dans la diversification et l'ampleur qu'il ajoutera à l'activité de Télé-Métropole dans le secteur des communications de masse. Il fera en effet une large place aux industries du disque, du cinéma et de la post-synchronisation.

Fondée en 1960, la première station de télévision privée francophone de Montréal a connu une expansion rapide: adjonction de nouveaux studios en 1965; télédiffusion couleur en 1966; création, en 1971, du réseau TVA (Télédiffuseurs associés), regroupant sous un même chapeau pour la diffusion d'émissions d'actualité, d'affaires publiques, sportives et d'émissions spéciales de variétés ou autres, des stations de Montréal, de Québec, de Chicoutimi, et, depuis peu, de Sherbrooke et de Hull, la première, Télé-Métropole, dominant largement les autres.

Et maintenant, construction de cette "Cité des ondes" d'envergure, dont on

se propose de faire un véritable carrefour des créateurs de diverses disciplines complémentaires.

"Nous voulons nous lancer dans la production de disques, et le faire avec l'optimum en ce qui a trait à la qualité du son", nous a notamment déclaré hier M. Giguère, qui a également insisté sur sa volonté de s'engager de plus en plus activement dans les secteurs de la production cinématographique et de la post-synchronisation.

Le plus grand au Canada

Télé-Métropole est déjà étroitement apparentée à la maison France-Film, propriétaire d'une importante chaîne de salles de cinéma, qui lui fournit une bonne partie des films qu'elle diffuse. France-Film trouvera dans ses nouveaux immeubles les locaux et les équipements nécessaires à l'expansion de ses propres opérations.

D'autres groupes ou individus oeuvrant dans des domaines connexes pourront également y louer les locaux et dispositifs dont ils auront besoin aux fins de leur production.

Une fois les travaux terminés, Télé-Métropole aura ainsi quatre nouveaux studios: un studio de production mixte

(télévision et cinéma) de 100 pieds sur 120, et 60 pieds de hauteur, muni d'un système de "porteuses" et d'un cyclorama de 26 pieds, qui sera le plus grand studio du Canada; un studio de production télévision; et deux studios d'enregistrement sonore pour la post-synchronisation et la production.

Superficie presque doublée

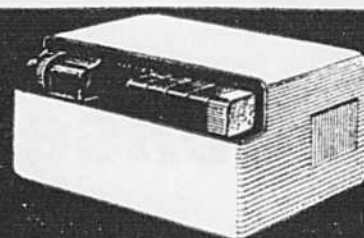
L'immeuble de 14 étages, qui s'élèvera boulevard de Maisonneuve, entre les rues Alexandre-DeSève et Champlain, au nord des studios actuels de Télé-Métropole, abritera des bureaux, des garages, des ateliers et des entrepôts.

Le second sera situé à la même hauteur, entre les rues Champlain et Papineau.

La superficie des nouveaux édifices sera de 280,000 pieds carrés, ce qui

portera la superficie totale occupée par Télé-Métropole à 490,000 pieds carrés.

La responsabilité des travaux a été confiée à une compagnie-soeur, Ciné-Monde Canadien Inc., qui s'appuie sur les consultants suivants: Jean-Maurice Dubé, architecte, de Verdun; Guy Gauthier et Associés, de Montréal, pour la gerance; pour la structure, Carmel, Fylen et Jacques, de Montréal, dans un cas, et The Austin Co. Ltd., d'Etobicoke, en Ontario, dans l'autre; cette société agira également comme consultante pour la mécanique et l'électricité, alors que ce qui semble être sa maison-mère de Cleveland, dans l'Ohio (USA), fera de même pour l'aménagement des studios; l'étude des sols, enfin, a été confiée à la Compagnie nationale de forge et sondage Inc., de Montréal.



Dictaphone

Système de Réponses

Lorsque vous ne pouvez répondre personnellement à votre téléphone, les Systèmes Téléphoniques Dictaphone le feront pour vous... à une fraction de ce que vous coûterait un service de secrétariat téléphonique. Les Systèmes Téléphoniques Dictaphone répondent à tous les besoins, ils peuvent transmettre

vos messages d'une façon continue, enregistrer et répéter les appels reçus, ou bien, vous faire parvenir un message lorsque vous êtes hors de chez vous.

Voyez la ligne complète des Systèmes Téléphoniques Dictaphone avant que vous ne manquiez un appel de plus, ne perdez pas une autre vente.

Pour démonstration gratuite appelez aujourd'hui ou visitez notre salle de montre

735-5535

ANSONICS INTERNATIONAL (Canada) Ltée, 5000 Buchan, Suite 103, Montréal 308, Québec

Dictaphone

Équipement de bureau.

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET

ÉDUCATION PERMANENTE

COURS DU SOIR

SESSION AUTOMNE 73

COURS DU D.E.C.

B.A.

ANGLAIS 201		mardi	
ANGLAIS 401		merc.	
ART 101:	Organisation picturale I	merc.	
ART 201:	Organisation picturale II	jeudi	
ART 303:	Histoire et esthétique III	mardi	A451
BIOLOGIE 301:	Biologie générale I	lundi et merc.	A351
CINÉMA 900:	Langage et analyse	lundi	A152
ÉCONOMIQUE 920:	Introduction	jeudi	A451
ESPAGNOL 101		jeudi	A051
ESPAGNOL 301		merc.	A151
FRANÇAIS 902:	Linguistique	mardi	
FRANÇAIS 202:	Théâtre	merc.	
FRANÇAIS 321:	Roman contemporain	mardi	A352
GÉOGRAPHIE 903:	L'Europe	jeudi	A251
HISTOIRE 922:	Histoire économique et sociale du Canada	mardi	A352
PHILOSOPHIE 101:	La pensée et la réflexion	lundi	
PHILOSOPHIE 301:	La condition humaine	jeudi	
PHILOSOPHIE 912:	Hist. de la philosophie moderne	merc.	A454
POLITIQUE 940:	Introduction	mardi	A351
PSYCHOLOGIE 101:	Fond. scientifiques.	lundi	A353
PSYCHOLOGIE 901:	Dév. de la personne	jeudi	A354
SOCIOLOGIE 960:	Initiation	lundi	A351

DÉBUT DES COURS: SEMAINE DU 10 SEPTEMBRE
DATE LIMITE POUR L'INSCRIPTION: 3 SEPTEMBRE

Renseignements, demande de prospectus:
SECRÉTARIAT DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET
1001 EST, CRÉMAZIE, MONTRÉAL 352
TEL.: 381-4293

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

ENSEIGNEMENT CULTUREL ET PROFESSIONNEL

Sciences humaines

- Éléments d'économie
- Éléments de sociologie
- Histoire naturelle de l'homme
- Introduction à l'anthropologie
- Introduction à la criminologie
- Marx, Freud et Lévi-Strauss: textes fondamentaux
- Opinion publique
- Psychologie générale

Sciences naturelles

- Initiation à la géologie
- La flore de la région de Montréal

Brochure sur demande

service d'éducation permanente

3333, CHEMIN DE LA REINE-MARIE



Tél.: 343-6090 (JOUR), 343-6992 (soir)

la presse

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

ROGER LEMELIN
président et éditeur

ROCH DESJARDINS
vice-président
JEAN SISTO
éditeur adjoint
YVON DUBOIS
directeur de l'information
VINCENT PRINCE
éditorialiste en chef

Autour des "Jeux du Québec"

Depuis une quinzaine d'années, on le sait, bien des choses ont changé au Québec dans beaucoup de domaines. Pour le mieux, dans la majorité des cas. Peu de gens se plaignent du nouvel état de choses, sinon ceux qui préfèrent — et préfèrent toujours — l'immobilisme au progrès.

Il y a dix ans, cinq ans, même, le sport amateur n'avait que peu d'adeptes ici: il ne suscitait à peu près aucun intérêt, autant dans les organes d'information que dans le public. Tout l'intérêt des masses se portait vers les spectacles du sport professionnel, hockey, baseball, football, etc., littéralement conditionnés par les impératifs d'une publicité envahissante. Si l'engouement exclusivement passif pour ces spectacles n'a pas diminué, il a été compensé, d'une certaine façon, par le sport amateur dit "de participation" qui a le grand avantage de contribuer à l'amélioration de la forme physique par le moyen d'un sain exercice.

On n'ignore pas que les Canadiens en général, comme les Québécois en particulier, sont loin d'être modèles du point de vue de la forme et de la santé physique. Notre propension à être exclusivement des spectateurs nous dessert grandement sous ce double aspect.

Il n'est pas douteux que la pratique généralisée du sport amateur peut constituer un excellent antidote à cette espèce de torpeur, de paralysie auxquelles succombent progressivement tous ceux à qui l'effort physique répugne de plus en plus et qui en viennent, par exemple, à utiliser leur automobile pour aller chercher un paquet de cigarettes au magasin du coin. L'automobile et la cigarette, voilà, certes, de nos jours, les deux plus grandes ennemies du corps humain.

La faveur populaire dont on commence à entourer le sport amateur au Québec est évidemment de bon augure pour la santé des prochaines générations, à condition, entre autres, que les jeunes enthousiastes des programmes des Jeux du Québec, par exemple, continuent à pratiquer après leur âge mûr les sports préférés de leur jeunesse. Si, à 25 ou 30 ans, ils cessent toute activité sportive pour aller s'affaler, comme leurs aînés dans les gradins des stades et des forums, nous ne serons pas beaucoup plus avancés qu'il y a 15 ou 20 ans.

A cette époque déjà lointaine, le gouvernement du Québec ne songeait pas à dresser

des plans, encore moins à déboursier des centaines de milliers de dollars pour aider la jeunesse du Québec à remplir sainement ses loisirs par la pratique collective de sports adaptés à son milieu et à ses possibilités physiques. Par la main de son chef et fondateur, le parti au pouvoir distribuait, il est vrai, quelques petites subventions ici et là, de préférence dans les comtés et les paroisses qui avaient voté "du bon bord". De son côté, le premier ministre se reposait pendant quelques jours de son labeur incessant en allant, chaque automne, assister à la série mondiale de baseball, surtout quand elle se déroulait à New York.

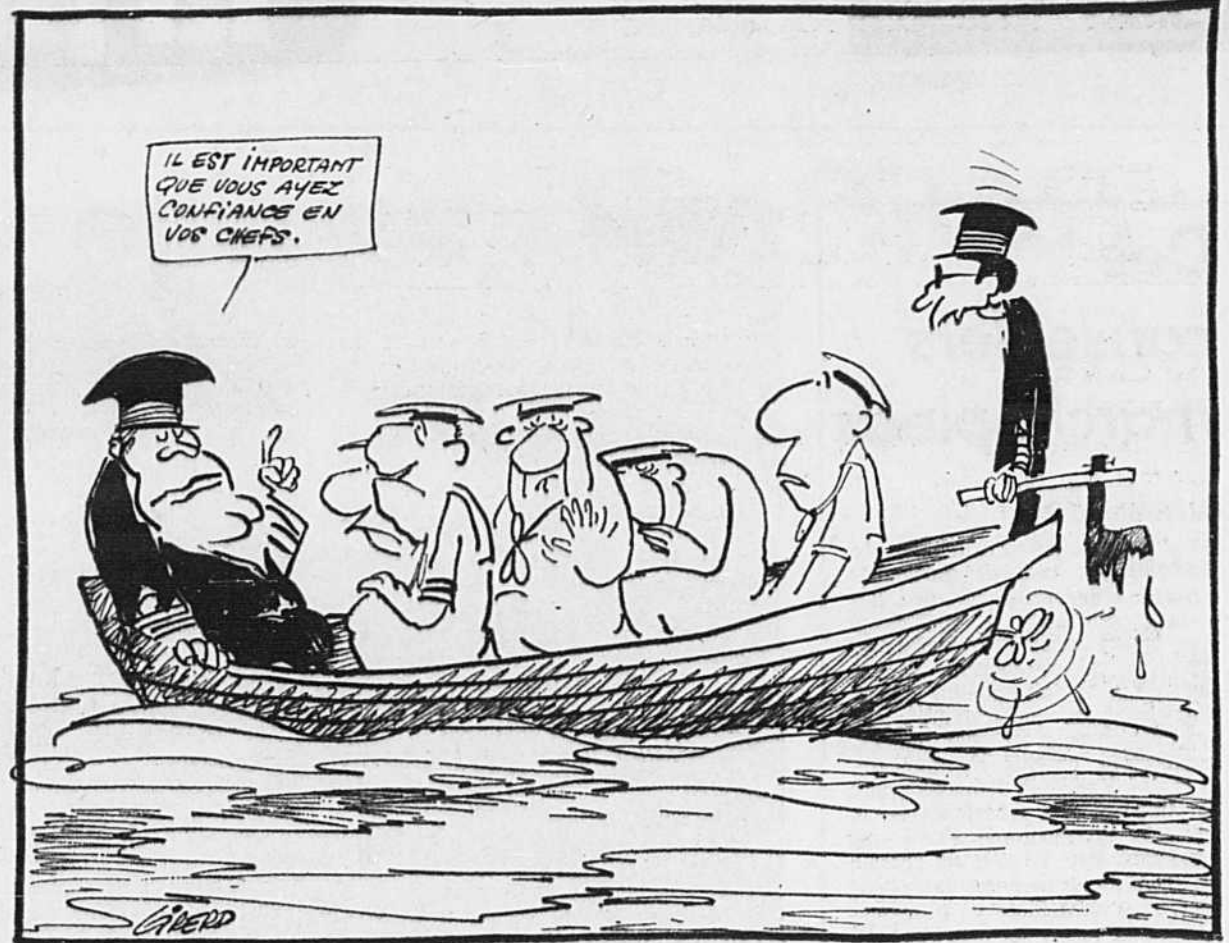
Mais ces réminiscences presque d'un autre âge n'ont qu'un intérêt anecdotique lorsqu'on les compare à certaines manifestations actuelles telles que les Jeux du Québec et qu'on envisage toutes les promesses qu'elles portent en elles pour l'avenir.

En ces dernières années, il s'est trouvé dans les journaux et autres médias de bons, voire d'excellents propagandistes pour le sport amateur. Ils ont joué un rôle important dans sa popularité grandissante. Ce n'est pas faire montre de chauvinisme que de distinguer parmi eux le chroniqueur de LA PRESSE, Pierre Foglia, dont le sens du comique et de l'humour agrémente heureusement ses comptes rendus des troisièmes Jeux du Québec, à Rouyn-Noranda. Dépassant le domaine sportif proprement dit, ce chroniqueur des sports ose critiquer vivement certaines déclarations du chef du PQ, René Lévesque.

Evidemment, nul n'est infaillible et les politiciens, comme les autres mortels, peuvent errer dans un domaine aussi peu exploré jusqu'à présent. Les progrès notoires réalisés en ces dernières années grâce au concours de quelques têtes de file et à la compréhension accrue des gouvernants augurent on ne peut mieux pour l'avenir.

Mais l'olympisme est une toute autre question, qu'il importe de traiter à part. Un pays qui se distingue dans les compétitions olympiques peut fort bien ne posséder que peu de vrais adeptes du sport amateur. L'inverse peut aussi être vrai. Mais si l'on veut un pays ou une nation en bonne santé comme en bonne forme physique, la pratique généralisée du sport amateur semble difficilement remplaçable.

Cyrille FELTEAU



Tous droits réservés

La survie du rail

Soucieux en général de laisser jouer les mécanismes normaux de la négociation, le gouvernement fédéral se voit pourtant contraint d'intervenir dans la grève du rail. Et M. Munro, ministre du Travail, et le Premier ministre lui-même ont commencé à parler ouvertement de l'urgence d'en arriver à une solution.

Le recours à la route et à l'avion empêche une paralysie totale du trafic. Mais on ne saurait sous-estimer les inconvénients liés à l'arrêt des trains. Les tactiques des syndicats, empruntées à la guérilla, qui font que les arrêts de travail surviennent successivement en plusieurs points du territoire, créent une incertitude telle que même là où il roule le train n'offre aucune garantie. Les arrivages de viande ont été partiellement freinés; le mouvement touristique, très important en cette saison, est sérieusement atteint; certaines indus-

tries ont dû renvoyer du personnel.

La fermeté des compagnies, qui refusaient encore hier de modifier sensiblement leurs offres, semble expliquer en grande partie l'impénitence dans les rangs du gouvernement. De dire, comme le fait M. Trudeau, qu'il faut aboutir sur-le-champ à un règlement, pour fixer après coup les conditions d'une entente financière, revient, me semble-t-il, à une intervention calculée.

Il s'ensuivra que les tarifs seront augmentés ou que des subventions viendront suppléer aux insuffisances des recettes.

Le chemin de fer n'est pas mort, malgré la concurrence du pneu. Il garde des adeptes. Dans plusieurs pays on reconnaît qu'il constitue toujours un élément capital dans les réseaux nationaux de transport en commun. Si une politique cohérente du transport en commun réclame impérieusement l'assistance financière gouvernementale, je ne vois pas pour quelle

raison on se croirait immédiatement obligé de s'en scandaliser.

Mais, si on devait, de toute façon, en venir à cette solution, regrettons que le temps ait été laissé (presque un mois) aux protagonistes dans ce conflit de créer une situation fertile en désagréments pour le public et malsaine pour l'économie. Peut-être le gouvernement s'est-il arrêté au bord d'une intervention rapide et directe dès le début de crainte qu'un règlement trop favorable aux syndicats ne stimule la poussée inflationniste. Le risque, d'ailleurs, est bien réel.

Les gens aiment bien payer. Quand on dit "aiment bien", on parle naturellement par euphémisme. Mais ils n'aiment pas payer et subir en même temps des désagréments excessifs. Or, cette grève a trop duré. C'est sans doute l'avis également du juge Gold, qui s'est vu refiler hier, pour la seconde fois, un dossier particulièrement coriace.

Guy CORMIER

ce que pense LE LECTEUR

Veut-on chasser les campeurs du Québec?

Plusieurs centaines de campeurs en colère ont protesté, le 18 août, auprès du maire de la municipalité de Rigaud.

On sait que l'article 107 du Bill 48 autorise les municipalités à percevoir un "permis" (qui n'est qu'une taxe camouflée) auprès des propriétaires de roulottes "aménagées pour servir de logement ou l'exploitation d'un commerce".

La municipalité de la paroisse de Rigaud, profitant d'une interprétation abusive du Bill 48 veut taxer les propriétaires de roulottes de deux terrains de camping — Trans-Canadien et Choisy — situés sur son territoire (plus de 500 familles), ce qui constitue une politique à peu près unique, jusqu'ici, dans la province.

Cette véritable pénalité, qui ne se justifie par aucune raison valable est d'autant plus préjudiciable aux intérêts économiques du Québec que les autres provinces du Canada — notamment l'Ontario — et les Etats-Unis n'imposent ni taxes, ni permis aux campeurs.

Il s'ensuit que de telles mesures sont de nature à chasser les campeurs en roulotte du Québec vers d'autres provinces ou aux Etats-Unis et à décourager les campeurs Canadiens et Américains qui voudraient séjourner dans la province.

D'ailleurs, il faut noter que les autres municipalités, telles que St-Lazare, Vaudreuil, Coteau du Lac, Hemmingford, etc., refusent de taxer ainsi les campeurs en roulotte qui par leur seule présence font travailler intensément le commerce local.

La mesure appliquée par la municipalité de la paroisse de Rigaud est d'autant plus inadmissible qu'elle frappe les familles de campeurs d'une taxe annuelle qui porte non seulement sur les 3 ou 4 mois d'occupation en été mais également sur les 9 autres mois de remisage des roulottes.

Au moment où le tourisme représente — plus que jamais — une industrie-clé au Québec et où le gouvernement cherche à développer l'économie, cette taxation camouflée ne peut que se traduire par une désagrégation de l'industrie du camping en roulotte et une fuite vers d'autres provinces ou aux Etats-Unis.

De plus, du point de vue social et humain, elle nuira aux familles des citoyens qui n'ont que ce moyen de sortir de la pollution croissante des villes pour profiter de l'air et de la verdure qu'offre ce type de tourisme.

Il ne semble donc pas que le Bill 48

ait été conçu pour trapper les propriétaires de roulottes utilisant ces dernières pendant les quelques mois de l'année où la température le permet, mais plutôt ceux qui en font leur résidence permanente ou y exercent une activité commerciale.

C'est ce qu'ont compris l'écrasante majorité des municipalités qui respectent le rôle économique et humain du camping.

L'interprétation extensive du Bill 48 n'est donc pas à l'honneur de la municipalité de la paroisse de Rigaud.

Il faut souhaiter que le gouvernement précise rapidement la teneur de l'article 107 du Bill 48 dans le sens de l'intérêt public et non dans celui d'une taxation abusive et profondément nuisible à l'économie.

Paul-E. Sauvé,
Président des Loisirs
Camping Choisy, Rigaud, P.Q.
Albert Charbonneau
Maire du Camping
Trans-Canadien, Rigaud, P.Q.

Une mère de famille remercie des moniteurs de Perspectives-jeunesse

On se plaint souvent que nos taxes sont mal utilisées. Cette fois-ci, permettez-moi de souligner le merveilleux travail des moniteurs de Perspectives-jeunesse du Parc Kent dans le Quartier Côte-des-Neiges.

Des visites à la ferme à chaque semaine afin de sortir nos enfants de "balconville", le rallye en forêt, le cyclotourisme, escalade à la montagne, marché aux puces, épiluchette de bié d'inde, initiation à la musique, sans oublier les activités planifiées dans le parc et les films à l'intérieur pour jours de pluie.

Merci à tous,

Merci à Pierre, Claude, André, Jean-Denis, Gerry, Hélène, Lulu, Lise, Michel, Carmen, Francine, Ghislaine, Hélène et Gaétane.
Mme Pierrette Normandeau
Côte-des-Neiges.

En marge d'un reportage sur le camp Marie-Clarac

M. Jules Leblanc, journaliste, La Presse

Cher monsieur,

Pour faire suite à la lettre du docteur Paul Robert publiée dans La Presse du 7 août 1973, je dois vous dire que je partage entièrement son opinion sur l'article "Incroyable joyau pour enfants riches". Et pourtant, je

n'ai aucun intérêt (pas plus que le docteur Robert, que je ne connais d'ailleurs pas) à défendre la cause du camp Marie-Clarac.

Si j'avais été le seul lecteur à réagir de cette façon, peut-être aurais-je pensé que j'avais mal compris ou mal interprété le texte. Mais plusieurs personnes à qui j'en ai parlé ont partagé la même impression.

Vous avez beau dire: "Libre à vous de penser ainsi", ce n'est pas un argument convaincant. Quand un journaliste écrit de façon tendancieuse — comme beaucoup de vos collaborateurs — il ne faut pas s'étonner des réactions "variées" du public.

A moins d'engager une polémique honnête, les journalistes auront toujours le dernier mot. Qu'aurai-je fait?

Cependant, je m'en voudrais de terminer sans ajouter que j'ai beaucoup apprécié le côté poétique de votre article. Mais attention, cher monsieur, il ne faut pas profiter de vos talents littéraires pour répandre des idées subversives qu'un public non averti gobe sans aucune réflexion.

Sans rancune!
Jeannette Proulx-Robitaille
Outremont

Réplique

Vous parlez d'"idées subversives" et le Dr Robert de "torchon communisme". Pourtant, la conclusion de cet article (de la série "Un moment dans les camps") disait textuellement du camp Marie-Clarac: "On pourrait facilement en être scandalisé. On ne peut qu'en être ébahi".

Où sont au juste les présomptions "idées subversives"? Dans votre "opinion", interprétation, "impression" que j'en ai été "scandalisé" alors que j'en ai été "ébahi"?

Respecter l'opinion d'autrui (incluant la votre) même quand on ne la partage pas, ce n'est peut-être pas "un argument convaincant" pour vous. C'est "honnête" en tous cas.

J.L.

Pour remédier à un danger dans le métro

Monsieur Gérard Gascon
Bureau du
Transport métropolitain,
Montréal

Utilisant le métro quotidiennement, je voudrais vous signaler le danger que courent toutes celles et tous ceux qui empruntent ce mode de transport, parce qu'une petite idée n'est pas encore venue, semble-t-il, à vos services.

Vous rendez-vous compte qu'à 30 milles à l'heure une personne debout

DOCUMENT

L'industrie de la boulangerie s'inquiète de l'augmentation du prix du pain

L'industrie de la boulangerie du Canada s'inquiète beaucoup de l'ampleur des augmentations du prix du pain et d'autres produits de boulangerie. Non seulement ces augmentations sont pénibles pour les personnes à revenus fixes, a déclaré le Conseil canadien de la boulangerie (association nationale de l'industrie), mais elles risquent de se traduire par une nouvelle réduction de la consommation de pain par tête.

En particulier, l'industrie s'inquiète de l'effet qu'aura sur l'opinion publique la disparité entre la prévision par le gouvernement fédéral d'une augmentation possible d'un cent sur le prix d'un pain et celle de l'industrie d'un minimum de six cents.

Les principales compagnies de boulangerie du Canada ont décidé d'accorder leur collaboration la plus totale au Comité sur les tendances des prix d'alimentation qui vient d'entreprendre une enquête sur le prix du pain à l'avenir.

Depuis l'annonce du 19 juillet par le gouvernement fédéral, par suite des augmentations du prix du blé, le coût de la farine n'a cessé

d'augmenter d'un jour à l'autre. On s'entend à dire au sein de l'industrie de la boulangerie qu'un changement de 20 à 25 cents dans le coût d'un boisseau de blé se reflète par un changement minimum d'un cent le pain au stade du détail.

2.3 boisseaux de blé donnent 100 livres de farine. Or, il faut 100 livres de farine pour faire 100 pains de 24 oz. Entre le 20 juillet et le 1er août, en raison des augmentations du prix du blé, le coût de 100 livres de farine a augmenté directement de \$2.80. Le 1er août, l'augmentation du prix de la farine comptait donc à elle seule pour une hausse de 2.8 cents du prix de revient d'un pain de 24 oz. Tout ceci sans parler des autres frais de production et de distribution du pain.

L'augmentation totale des frais relatifs à la production d'un pain de 24 oz. est répartie de la manière suivante: augmentation de la farine: 2.8¢; augmentation des autres ingrédients: .8¢; augmentation de l'emballage: .1¢; augmentation de la main-d'œuvre à l'usine: .3¢. L'augmentation totale à la sortie de la boulangerie est donc de 4¢. Mais ce chiffre ne tient pas compte de l'augmentation des frais généraux des boulangers, des pertes en usine, des services publics, des frais de financement, des impôts, etc.

Le Conseil de la boulangerie souligne que pour recouvrer une augmentation directe du prix de revient de 4 cents à la sortie de la boulangerie, il faut augmenter le prix de gros d'au moins 6 cents à cause de la hausse connexe des commissions de vente, des frais de distribution (essence, camion, etc.) et autres facteurs sur lesquels les boulangers ne peuvent guère agir.

Le Conseil se doit également de faire remarquer que quelques petites boulangeries ne commandent pas toujours un approvisionnement de farine de 30 jours comme le font ses membres les plus importants. Il s'ensuit donc qu'un grand nombre de petites boulangeries paient déjà un prix beaucoup plus élevé pour la farine, même au mois d'août, alors que la hausse de leur prix de revient ne s'est pas encore répercutée sur les prix de vente. Au mois de septembre, elles paieront pour la farine un prix considé-

blement plus important que les boulangers qui ont passé leur commande le 1er août. Cet état de choses risque même d'accroître la faillite de petites boulangeries, membres du Conseil.

Ce n'est pas tout: le prix du blé aux minotiers a subi une augmentation supplémentaire de \$1.27 le boisseau entre le 1er et le 13 août, ce qui représente \$2.92 le sac de farine et se répercute par une hausse du prix de revient d'au moins 2.9¢ en plus pour un pain de 24 oz.

On parle beaucoup de bénéfices excessifs dans l'industrie de la boulangerie mais ces rumeurs ne sont pas fondées. Les déclarations récemment publiées des porte-parole de deux importantes boulangeries canadiennes démontrent que ces compagnies ont, en fait, subi des pertes au cours de ces dernières années. Le meilleur bénéfice qu'elles ont réalisé récemment après l'impôt s'est élevé à moins d'un demi pour cent sur le chiffre d'affaires. Cette rentabilité ne représente qu'une petite fraction d'un cent par unité vendue, a déclaré le Conseil.

Le Conseil de la boulangerie accorde volontiers toute sa collaboration aux enquêtes actuelles entreprises par le Comité sur les tendances des prix d'alimentation sachant que celles-ci feront ressortir le bien-fondé de la position de l'industrie.

Le Conseil canadien de la Boulangerie — Toronto.

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue St-Jacques, Montréal. Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de "LA PRESSE" et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous les droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe». Enregistrement numéro 1400. Port de retour garanti.

TÉLÉPHONISTE
(pour tous les services) 874-7272
RÉDACTION 874-7070
PUBLICITÉ 874-7306
PETITES ANNONCES 874-7111
LIVRAISON À DOMICILE 874-6911

pleins feux sur l'actualité

LE BAEQ, 10 ANS APRES

— 5 —

par Claude TURCOTTE

LE DOSSIER le plus délicat et le plus chargé d'émotivité de tout le plan du BAEQ a été et continue d'être celui des paroisses marginales jugées trop démunies de potentiel pour pouvoir continuer d'exister.

C'est dans "l'arrière-pays", comme on dit, que le mouvement des opérations dignité a pris naissance et qu'il s'est développé au point que 175 maires et organismes ont signé le manifeste présenté à Matane en juin dernier.

Au fond, cette réaction des OD est la partie visible d'un iceberg qui n'est rien d'autre que l'instinct de survie de toute une région.

Le problème s'est posé d'une façon aiguë à l'époque du BAEQ. Encore maintenant, M. Maurice Sauvé demeure fermement convaincu que le plan aurait dû proposer l'émigration de 20% de cette population de 325.000 habitants. C'était la position d'Ottawa.

A Québec, on a pris peur

M. Sauvé affirme que les autorités politiques à Québec ont pris peur à cette idée et que les aménagistes n'ont pas tenu leur bout même avec l'appui fédéral.

Le BAEQ s'était donné comme défi de suggérer les moyens de

mettre la région pilote à l'heure du Québec pour une population de 325.000. Les fonctionnaires fédéraux pensent encore comme M. Sauvé. La région peut faire vivre environ 200.000 personnes.

A Québec, on est moins loquace sur ce sujet, mais en termes voilés on donne de plus en plus de poids à la thèse fédérale. Cela est vrai même de la part des anciens du BAEQ.

En somme, dans l'une et l'autre capitale il n'y a pratiquement personne qui croit à la vocation industrielle du Bas-Saint-Laurent et encore moins à celle de la Gaspésie. On met l'accent sur le triangle Montréal-Sherbrooke-Québec.

Un taux de chômage persistant

Comme en 1963, le taux de chômage continue d'osciller entre 20 et 30% dans cette région. On voulait le réduire à 10% en 1982, mais il faudrait un miracle pour atteindre cet objectif. Les paiements de transfert constituent encore la moitié des revenus qui parviennent à l'est du comté de Montmagny.

Le BAEQ a malgré lui créé de nouveaux espoirs chez cette population qui croulait sous le pessimisme. Cependant, la mise en train des programmes s'est faite trop lentement aux yeux de ces gens qui attendaient déjà beaucoup dès 1968.

Les espoirs créés par le BAEQ, conjugués avec ce démarrage en douce, ont suscité un fort sentiment

de frustration par tout le territoire pilote et engendré les Opérations dignité, qui est le mouvement de contestation le plus imposant depuis le BAEQ lui-même.

Les OD n'ont pas l'approche globale, rationnelle et scientifique qu'avait le BAEQ; elles sont essentiellement une réaction humaine mais en partie influencée par les idées du BAEQ.

Un reproche à Pierre DeBané

Le rôle politique joué par le député Pierre DeBané depuis 1970 dans ce mouvement n'est pas bien vu par tout le monde. L'ancien président du BAEQ, par exemple, M. Georges-Henri Dubé, lui reproche d'être "en possession tranquille de la dignité".

Quoi qu'il en soit, le député de Matane semble être l'homme politique le moins mal vu par ces contestataires aux cheveux grisonnants qui vivent dans une quarantaine de paroisses marginales.

Pour situer le problème dans son ensemble, il importe de noter que sur les 225 municipalités du territoire pilote la population décroît dans 180 d'entre elles. Ailleurs elle augmente faiblement. En 10 ans,



Pierre DeBané : on lui a reproché d'être "en possession tranquille de la dignité"

Matane, par exemple, est passé de 12.000 à 13.000 habitants.

Rimouski ne devient pas non plus cette métropole dont rêvait le

BAEQ en dépit d'une plus grande concentration des services gouvernementaux.

Des paroisses se vident

Dans les paroisses marginales, il y a belle lurette que la solution a été trouvée. Avant la mise au point du programme gouvernemental pour le déménagement, 70% des gens qui vivaient dans ces paroisses avaient quitté les lieux sans aucune compensation de l'Etat.

En 1970, 10 paroisses ont été complètement vidées, mais les autres refusent de prendre le chemin de la ville et font des démarches pour la création de centres agroforestiers qui seraient établis dans l'arrière-pays. Ces gens veulent rester dans le milieu qui leur est familier. Ils ont l'assistance du Foyer de recherches de l'Université Laval, subventionné dans le cadre de l'entente. Pourtant, ceux qui ont quitté et qui vivent dans des HLM à Matane, Sainte-Anne-des-Monts, Gaspé et Chandler semblent heureux de leur sort. D'après une enquête, 95% d'entre eux seraient satisfaits.

Les "départs organisés" donnent en moyenne à chaque famille

\$8.500. Il existe présentement un programme volontaire et individuel.

Le Conseil régional de développement, qui a été reconnu par les gouvernements comme "l'interlocuteur privilégié" a été plutôt bousculé par les OD comme d'ailleurs l'ODEQ à Rimouski et l'OPDQ à Québec.

Après quelques années d'opérations, avec un budget de \$250.000 par année puisé à même les fonds de l'entente, il se retrouve essouffé et à la recherche d'une nouvelle orientation.

Le président actuel, M. René Dagneault, ne cache pas que le CRD joue au pompier, c'est-à-dire qu'il court d'une crise à l'autre: OD, la cartonnerie de Cabano et bientôt sans doute le port de Gros-Cacouna.

Le CRD semble avoir perdu le sens global de développement, qui lui avait été légué par le BAEQ.

Après 10 années, les aménagistes du BAEQ en sont venus donc à la conclusion qu'ils ont commis l'erreur de croire que la région pourrait assurer son auto-développement.

DEMAIN : Impact ailleurs que dans le territoire pilote et conclusion générale.

Une mine unique en Amérique

par Grace MOORE
The Christian Science Monitor

PLATINUM, Alaska — Dans cette localité, située à 650 milles par air au sud-ouest d'Anchorage, on se croirait au bout du monde et au surnom de la désolation. Seuls des étangs glaciaux et la toundra des collines rompent la monotonie de la terre nue de la région.

Les maisons des Esquimaux bordent la rue principale ainsi que le magasin (q.g. de la compagnie d'aviation) et l'école, lesquels donnent sur l'unique place et concentrent la vie communautaire.

Tout probablement, à la descente

de l'avion, vous serez accueilli par Ed Olson, chef de la seule mine de platine de l'Amérique et qui remplit aussi les fonctions de camionneur. Son véhicule fait la navette entre le petit aéroport et Platinum.

Il sert au transport des passagers, des sacs de courrier postal et des marchandises.

Mais n'allez pas croire que les habitants de ce village vivent aujourd'hui comme les autochtones d'autrefois. Ils connaissent les "bienfaits" de notre civilisation. Grâce au platine.

Des gisements de ce métal auraient été découverts là-bas par un Esquimaux dès les années trente. D'où un "klondike" avec affluence de chercheurs de platine, multiplication de claims miniers, etc. Mais si le "découvreur" ignorait la va-

leur du métal en question, son village en porte depuis le nom.

M. Olson (déjà mentionné) et ses frères — des "étrangers" — auraient ensuite découvert la plupart des petits cours d'eau riches en platine. Le métal qu'ils recueillaient leur rapportait d'abord à peine de quoi vivre. Finalement les Olson achetèrent toutes les concessions et fondèrent la Goodnews Bay Mining Co. Laquelle commença à fonctionner sur une échelle relativement grande en 1939.

Sa drague spéciale plongeant ses godets sous l'eau de cours d'eau eclusés, rapporte terre ordinaire et argile qui contiennent, ou ne contiennent pas, des parcelles de métal plus précieuses que l'or. Au demeurant, les prospecteurs trouvent aussi de l'or par les moyens du "lavage" et du "triage" que subissent dans leur camp les matières amassées. C'est le poids supé-

rieur de ces deux corps qui permet finalement de les recueillir séparément.

L'hiver, (i.e. de novembre à mars), cette prospection devient impossible, eu égard à la neige, au froid extrême et au gel des cours d'eau. Même la "belle saison" n'apporte pas la chaleur.

Le ravitaillement alimentaire qui, par bateau ne peut se faire que deux fois l'an et la réparation du matériel posent deux problèmes majeurs.

Platinum, néanmoins connaît la prospérité: films et danses à l'"Auditorium", allées de bowling, tables de billard; dans les petites maisons on connaît le confort, la lessiveuse mécanique, le réfrigérateur, la radio. On vient d'installer le téléphone.

Le vieux Ed Olson — 72 ans — demeure l'âme, le papa, le chef du village et de son unique entreprise.



Le prospecteur Ed Olson, chef de la mine et du village de Platinum.

Ces vivants qui font le mort...

SELON le premier ministre Bourassa, Pierre Laporte était honnête mais imprudent dans ses relations.

Mais son honnêteté ne l'a pas exempté d'être surveillé par MM. Bourassa et Choquette.

Et comment se sont-ils convaincus de son honnêteté, en dépit de ses mauvaises relations?

"Aucun de ses actes, a dit M. Bourassa, ne s'est révélé illégal et malhonnête. Il n'a, par exemple, jamais demandé à M. Choquette ou à moi-même d'intervenir en faveur de ses amis."

Ce qui signifie que Pierre Laporte n'est jamais intervenu pour que René Gagnon devienne chef d'un cabinet ministériel et pour que Jean-Jacques Côté obtienne ou conserve un permis de la régie des alcools. Ils ne doivent cela qu'à leurs mérites personnels et à leur dévouement au parti.

Le premier ministre a sans doute voulu, afin de mieux les avoir à l'oeil, agir avec eux comme avec Pierre Laporte qui fut nommé au cabinet afin d'être mieux surveillé.

Depuis le début de l'affaire des accointances possibles de membres du parti libéral avec la pègre, le premier ministre et le ministre de la Justice ont constamment accusé ceux qui leur demandaient des comptes de s'acharner sur un mort, Pierre Laporte, qui n'est plus là pour se défendre.

Mais eux-mêmes, depuis le début, délimitent le débat à un seul homme, le défunt Pierre Laporte, dont la présence au sein du gou-

vernement était justifiée, d'abord par l'ignorance de ses antécédents, ensuite par l'absence de preuves incriminantes, enfin par la surveillance exercée sur un homme "honnête mais parfois imprudent dans ses relations".

Donc, depuis deux mois, ils se réfèrent eux-mêmes constamment à un mort, mais évitent systématiquement de parler des vivants mentionnés dans des rapports de police et que le gouvernement et le parti libéral conservent encore en leur sein.

Un de ces vivants, René Gagnon, chef actuel du cabinet du ministre de l'Immigration, a donné signe de vie hier, dans un bref communiqué, pour dire que le ministre Choquette avait, dimanche, "tout dit ce qu'il avait à dire et (qu'il) appartient maintenant aux vivants de faire entendre leur témoignage". Aussi souhaite-t-il encore une fois "être entendu comme témoin pour faire toute la lumière dans l'affaire Laporte".

Pourquoi M. Gagnon ne se concentre-t-il lui aussi que sur un mort et persiste-t-il à appeler à faire Laporte ce qui est en fait l'affaire Laporte-Gagnon-Côté? Veut-il dire que c'est par la faute du défunt ministre qui n'est plus là pour s'expliquer et peut-être rétablir les faits — que lui et Côté ont été entraînés, comme de naïves oies blanches, dans le sillage des "relations imprudentes" de Pierre Laporte? Lui-même n'a-t-il pas continué, après la mort de Laporte, et alors même qu'il faisait partie d'un ministère, à rencontrer des gens louches?

Il y a des morts que les hommes politiques trouvent commode parfois de ne pas laisser mourir, ne serait-ce que pour laisser certains vivants faire le mort.

Marcel ADAM

120.000 ressortissants chinois ont immigré aux États-Unis depuis 1966

d'après Stewart DILL McBRIDE
du Christian Science Monitor

BOSTON, Massachusetts — Depuis que le congrès américain a assoupli, en 1966, les règlements de quota sur l'immigration chinoise, quelque 120.000 ressortissants chinois ont immigré aux États-Unis, faisant doubler les populations des quartiers chinois de New York, San Francisco et Chicago.

Les autorités américaines estiment que plusieurs milliers d'autres sont certainement entrés aux États-Unis de façon clandestine et l'an dernier elles ont pu localiser 6.213 chinois susceptibles d'être déportés des États-Unis.

Ce nombre est peu important certes quand on tient compte du fait que la population de la République populaire de Chine à elle

seule dépasse les sept millions et que l'an dernier les autorités américaines ont appréhendé 500.000 personnes d'autres nationalités entrées illégalement aux États-Unis.

Immigration clandestine en passant par le Canada

Mais il indique quand même une hausse de l'immigration chinoise légale et illégale vers les États-Unis, en passant souvent par le Canada.

Nombre d'entre eux sont originaires de Formose ou de Hong Kong, mais il y a aussi ceux qui quittent subrepticement la République populaire de Chine pour Hong Kong avec l'espoir de rejoindre des membres de leurs familles aux États-Unis ou d'y trouver des emplois rémunérateurs.

Le service américain d'immigration et de naturalisation impose

maintenant aux immigrants éventuels deux conditions: avoir des parents en résidence aux États-Unis et détenir un permis du secrétariat au travail. Ceux qui n'ont pas de parents éprouvent donc de sérieuses difficultés à obtenir le permis de travail.

Aussi, l'an dernier un sur quatre immigrants chinois aux États-Unis était appréhendé comme étranger susceptible d'être déporté.

Marins déserteurs

Des 6.213 chinois ainsi arrêtés l'an dernier, 4.892 étaient des marins ayant abandonné leurs navires. A l'ambassade de Formose à Washington, on affirme que les désertions ont été réduites parmi les marins formosans par une discipline plus stricte et la menace de fortes amendes.

A Hong Kong, les autorités britanniques disent avoir capturé l'an dernier 17.000 Chinois de la Répu-

blique populaire qui étaient entrés illégalement dans la colonie.

Les marins chinois sont nombreux à abandonner leurs navires dans les ports canadiens de la Colombie-Britannique et du Saint-Laurent, d'où ils pénètrent aux États-Unis avec l'aide de "contrebandiers canadiens".

Selon la Gendarmerie royale du Canada, l'augmentation du trafic maritime et du commerce sino-canadien a entraîné une importante hausse du nombre de Chinois entrant clandestinement au Canada et il n'est pas facile de surveiller les 3.000 milles de frontière séparant le Canada des États-Unis depuis le Maine jusqu'à l'Etat de Washington.

La Gendarmerie canadienne ajoute qu'elle ne peut d'ailleurs enquêter sur un seul cas de marin déserteur avant que son navire n'ait quitté le port d'arrivée, ce qui donne au déserteur une avance appréciable.

PROTÉGEZ... LA PISCINE...!



COUVRE-PISCINE D'HIVER ET TOUTES SAISONS À BONS PRIX

POUR PISCINE SURFACE

RONDES		Ovale	
15'	\$59.95	12' x 24'	\$75.00
16'	\$65.00	15' x 30'	\$115.00
18'	\$69.00	15' x 31'	\$118.00
20'	\$89.00	15' x 32'	\$125.00
21'	\$96.00	15' x 33'	\$138.00
24'	\$110	15' x 34'	\$146.00
25'	\$115	15' x 35'	\$150.00
27'	\$120	15' x 36'	\$159.00
28'	\$130		

MISE DE CÔTÉ POSSIBLE

POUR PISCINES CREUSÉES

12' x 24'	\$92.00	15' x 30'	\$147.00	20' x 40'	\$215.00
12' x 25'	\$99.00	15' x 32'	\$158.00	20' x 41'	\$224.00
14' x 28'	\$119.00	15' x 35'	\$172.00	21' x 40'	\$225.00
14' x 30'	\$125.00	18' x 32'	\$175.00	24' x 31'	\$220.00
15' x 30'	\$138.00	18' x 36'	\$185.00	24' x 38'	\$229.00
		18' x 38'	\$199.00		

RÉSERVEZ VOTRE COUVRE-PISCINE SANS TARDER

Extra spécial

Ballon stabilisateur	\$15.50
Kit de produits chimiques pour hivernement	\$12.95

LIVRAISON GRATUITE 48 HEURES
COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES

Bureau principal
PISCINES ÉCONOMIQUES INC. 388-2157
544, BOUL. DES LAURENTIDES, PONT VIAU, LAVAL, QUÉBEC 388-9207
Succursale 15610 est. Sherbrooke
Pointe aux Trembles Tel. 642 7100 Ouvert de 9 à 9
Succursale 2245 boul. des Laurentides, Tel. 381 8398 Samedi: 9 à 4
Vimont Dimanche: 12 à 4



Le prix de la pinte de lait doit monter à 40 cents prochainement

par Michel ROESLER

Le prix de la pinte de lait augmentera de quatre cents au cours des prochaines semaines si la Régie des marchés agricoles du Québec retient les arguments que les producteurs de lait et les industriels laitiers ont présentés hier à Montréal au cours d'une audience publique.

La dernière augmentation du prix du lait remonte au 1er avril dernier. Elle avait été de trois cents.

La ménagère paiera par conséquent la pinte de lait entre 40 et 41 cents selon qu'elle l'achètera dans un magasin ou qu'on la lui livrera à domicile.

Les producteurs de lait, par l'intermédiaire de la Fédération des producteurs de lait du Québec, justifient cette demande de hausse par l'augmentation constante de leurs coûts de production.

Ils veulent que les 100 livres de lait de classe 1, c'est-à-dire de consommation, leur soient achetés à \$8.85, à compter du 1er septembre prochain.

Le prix avait été fixé à \$7.60 le 1er avril dernier par la Régie des marchés agricoles du Québec.

Les producteurs considèrent que leur demande est raisonnable. "Elle n'est, disent-ils, que de \$1.25 alors que l'augmentation des coûts de production de 100 livres de lait est de \$1.20".

Ainsi dans une ferme laitière de 163 acres comptant un troupeau de 50 vaches, les dépenses pour l'alimentation du bétail qui s'élevaient à \$6,186.97, en 1972, ont atteint en 1973, \$12,002.92, soit une augmentation de 94 pour cent. Pendant ce temps, les revenus bruts de la ferme n'augmentaient que de \$39,730.53 à \$43,055.30.

D'autre part, les producteurs de lait reviennent avec leur demande d'une formule d'ajustement des prix en fonction de l'évolution des coûts de production, que la Régie avait refusée au mois d'avril dernier. Ils estiment que ce refus leur a causé un manque à gagner de \$1 million.

L'application d'une telle formule de révision périodique des prix permettrait d'éviter la procédure actuelle qui consiste à faire des demandes répétées d'augmentation à la Régie des marchés agricoles. Ce qui entraîne des délais considérables "ruineux" par les producteurs.

De son côté, le Conseil de l'Industrie laitière du Québec a également demandé un réajustement des prix pour éviter que l'augmentation qui pourrait être consentie aux producteurs de lait ne soit pas prise à

Les fabricants d'autos obligés d'indiquer le rapport milles au gallon

WASHINGTON (PA) — L'Agence américaine pour la protection de l'environnement demandera officiellement aujourd'hui au cours d'une conférence de presse aux fabricants d'automobiles d'indiquer sur leurs modèles de 1974 le nombre de milles qui pourra être parcouru pour chaque gallon d'essence.

Le rapport milles au gallon sera calculé par l'Agence elle-même à partir des résultats des tests qu'elle fait subir aux nouvelles marques d'automobiles pour calculer le degré de pollution qu'elles dégagent.

L'Agence a publié le résultat de tests semblables plus tôt cette année et se propose de récidiver : elle a pu ainsi établir que le rapport milles au gallon allait selon les marques de huit à 28 milles.

Lors de la conférence de presse, l'Agence qui a l'appui de l'administration Nixon demandera que les fabricants indiquent clairement ce rapport de façon à ce que les clients puissent comparer facilement le rendement des différents modèles.

Les trois grands de l'industrie automobile, General Motors, Ford et Chrysler, ont déjà fait savoir qu'ils étaient d'accord en principe avec cette idée, mais ont formulé des objections sur les modalités.

Les porte-parole des trois fabricants soutiennent qu'il n'existe pas de formule standard pour établir correctement la distance parcourue par gallon d'essence, que le tout dépend de la propriété du moteur et qu'ils pourraient être accusés de tenter d'induire leur clientèle en erreur en donnant un chiffre sans apporter toutes les nuances nécessaires. Le porte-parole de Chrysler a précisé qu'il faudrait écrire une thèse pour préciser tous les facteurs qui peuvent modifier le rapport milles au gallon.

MENACE

SUITE DE LA PAGE A 1

matin, travailler jusqu'à 8 heures, reprendre son travail à 2 heures de l'après-midi, le terminer à 4 heures pour le reprendre de nouveau à 7 heures et rentrer chez lui à 11 heures le soir.

Il doit travailler 8 heures en tout et la CTCUM a le droit, en vertu de l'ancienne convention collective de distribuer, ces heures d'assignations en trois phases sur une période maximum de 14 heures. L'employé touche actuellement une prime de 15 cents l'heure après une période d'amplitude de 10 heures et la prime augmente de 5 cents à chaque heure additionnelle.

Le Syndicat demande que la durée maximum d'amplitude soit de 12 heures, que les assignations ne soient réparties qu'en deux phases et que toute heure creuse soit payée à demi-temps.

Au cours de l'assemblée d'hier qui a duré plus de cinq heures et à laquelle assistaient quelque 900 chauffeurs, les syndicats ont cependant accepté l'offre patronale relative au fonds de pension. Ainsi, l'âge normal et facultatif de retraite passe de 65 à 60 ans ou de 40 à 35 ans de service à la CTCUM. Egalement, l'employé sera libre d'investir des contributions supplémentaires dans la caisse pour valoriser ses prestations de service antérieures au 1er janvier 1966. Ces ententes qui devraient entrer en vigueur le 1er octobre 1973 doivent toutefois être acceptées par les autres catégories d'employés de la CTCUM qui sont affiliés avec la CSN.

A ce sujet, il a été résolu, hier soir, que la Fraternité exigerait de la CTCUM de "procéder sans délai à la tenue d'un référendum général aux frais de la CTCUM parmi tous les employés membres du régime. L'acceptation du fonds de pension sera acquise par l'assentiment de la majorité simple des membres du régime à la suite du référendum." Les chauffeurs sont au nombre de 3,200, les employés de garage et du service d'entretien, 1,650, les employés de bureau, 300, et les caissiers, 100.

CUISINIER

SUITE DE LA PAGE A 1

tiers de l'hôtellerie, de la restauration et de la pâtisserie.

En faisant remarquer qu'à son avis le temps est depuis longtemps venu de prendre des moyens positifs pour remédier à la situation, comme on l'a fait d'ailleurs, pour nombre d'occupations: l'assurance, l'immobilier et autres, ainsi que dans biens des métiers tels les barbiers, les coiffeurs et tant d'autres.

"Une telle classification s'impose d'autant plus, lit-on dans le mémoire, que présentement il y a usurpation du titre de "chef".

"Ainsi, on attribue officiellement à des chômeurs n'ayant suivi qu'un cours sommaire de cuisine de quelque 16 heures, un certificat de "chef de cuisine professionnel", alors qu'ils ne sont tout juste que des cuisiniers en second ou en troisième."

Malgré tout, le ministre du Travail, au début de l'été, a fait savoir qu'il serait trop compliqué, pour l'instant, d'établir un tel statut comparable à ceux existant dans toutes les provinces du pays sauf le Nouveau-Brunswick et le projet semble voué à dormir sur les tablettes.

Même si la Société des chefs estime "qu'un tel état de chose est préjudiciable et injuste envers un nombre important d'hommes hautement qualifiés et de plus, en minant la fierté professionnelle, cela amènera à la longue à une dégradation de nos standards culinaires et découragera les jeunes cuisiniers à poursuivre plus avant leur carrière".

PAYS

SUITE DE LA PAGE A 1

de souvenirs glanés au fil des 85,000 milles qu'ils ont franchis (dont 70,000 à bord de Pilou, leur maison motorisée).

"Pilou" les a incidemment émerveillés par son comportement d'enfant sage. Tout particulièrement depuis qu'il a été doté d'un moteur neuf, en Allemagne, en août 1972, alors que les époux Wronski assistaient aux Jeux olympiques.

Ils retiennent encore l'image d'un pays très respecté que conserve le Canada à l'étranger. Partout où ils sont passés, ils ont été reçus à bras ouverts, en particulier par les Canadiens en poste à l'étranger.

L'endroit qui les a frappés le plus? M. Wronski parle de l'Argentine, peut-être à cause de cette visite au domicile de Juan Manuel Fangio, ex-champion coureur automobile.

Mme Wronski choisit plutôt Bangui, en République centra-africaine et le sourire des Africains qui, dit-elle, témoigne d'un bonheur de vivre avec le peu qu'ils ont.

Les pépins, ils sont peu nombreux. Ils retiennent tout particulièrement deux incidents. D'abord à Panama, quand M. Wronski a été agressé par un voleur. Ce dernier a goûté à la médecine de M. Wronski, ceinture noire au judo et exporteur-couleur de l'équipe canadienne.

Puis cet arbre sur une route du Zaïre, jeté volontairement dans leur chemin par des Zaïrois à arc et flèches, qui désiraient de l'argent pour ouvrir la route. Placidement, dans l'attente, M. Wronski a pris son repas. Mais Mme Wronski admet qu'elle avait peur, incertaine qu'elle était de la réaction des Zaïrois. Leur flegme et leur sourire ont eu raison des Zaïrois, et ils ont finalement pu poursuivre leur chemin sans avoir à verser un franc.

Retour à la vie normale

Mais ce voyage est maintenant chose du passé. Les époux Wronski doivent reprendre le rythme de vie habituel des Nord-Américains, ce qui n'est pas facile, admettent-ils.

M. Wronski pourrait retourner à l'éducation physique, et Mme Wronski à l'enseignement de l'anglais. Mais ils visent un poste au COJO, où, disent-ils, ils pourraient être utiles à cause des contacts qu'ils ont établis auprès des comités olympiques nationaux des 48 pays visités.

Et il faut repartir à zéro. Acheter des meubles, trouver un logement, des emplois. Et renflouer les coffres, car ils viennent de dépenser \$16,000.

DESMARAIS

SUITE DE LA PAGE A 1

journaux du groupe Desmarais qu'aux intérêts diversifiés de Québecor".

M. Gilbert voit un avantage pour le quotidien québécois de se joindre à la chaîne des journaux Desmarais parce que "les gens (qui la dirigeront) auront une pensée unique, unilatérale sur ce que doit être un journal d'information".

Aussi, une telle chaîne offrirait davantage de possibilités de financement que Le Soleil seul, soutient-il.

Pour sa part, M. Lemelin affirme avoir insisté auprès de M. Desmarais pour que Le Soleil fasse partie de cette chaîne, c'est-à-dire qu'il passe sous le contrôle des "Journaux Paul Desmarais".

"Il est normal que le Soleil entre dans ce groupe comme le Star vient de se joindre à FP Publication", ajoute le président de La Presse.

Selon M. Lemelin, l'acquisition pourrait se faire partiellement, la famille Gilbert conservant 49 pour cent ou moins des actions.

D'ailleurs M. Guy Gilbert a confirmé que les actuels propriétaires pourraient conserver des intérêts minoritaires si l'éventuel acquéreur le désire.

Envergure internationale

Initialement cette chaîne se limiterait aux quotidiens francophones, mais M. Lemelin ajoute que le groupe pourrait prendre une envergure internationale par l'achat de quotidiens canadiens, américains et britanniques.

Le président de La Presse précise que des négociations ont eu lieu avec différents groupes de quotidiens canadiens et étrangers et que le groupe Desmarais étudie le résultat de ces tractations.

Les journaux, membres de la chaîne, conserveraient leur autonomie administrative et seraient entièrement responsables de la "couverture" de l'information régionale alors que l'information nationale et internationale serait fournie par un groupe de correspondants dans les différentes capitales.

M. Lemelin précise qu'une fois bien lancée, la nouvelle société de gestion pourrait émettre des actions sur le marché, permettant aux intérêts de Power Corp., qui seront inévitablement associés à la formation de la société, de se retirer graduellement.

Les Journaux Desmarais représenteraient avec Le Soleil une valeur approximative de \$50 millions.

Problèmes financiers

La famille Gilbert serait prête à se départir de ses intérêts dans le jour-



Laissez parler les prix!

BIFTECK DE RONDE DÉOSSÉ, TRANCHE ENTIÈRE JEUNE BOEUF VIEILLI NATURELLEMENT \$1.67 LA LB	RÔTI DE GROUPE COUPE SILVERSIDE JEUNE BOEUF VIEILLI NATURELLEMENT \$1.67 LA LB	GROS, PETITS FILETS OU CÔTELETTES EN BIFTECK, BOUT ENLEVÉ JEUNE BOEUF VIEILLI NATURELLEMENT \$2.14 LA LB
BOEUF HACHÉ FRAIS 97¢ LA LB	HAUT CÔTÉ HACHÉ FRAIS \$1.05 LA LB	BIFTECK DE SURLONGE JEUNE BOEUF VIEILLI NATURELLEMENT \$1.87 LA LB
RÔTI DE PALETTE COUPE ORDINAIRE JEUNE BOEUF VIEILLI NATURELLEMENT .95 LA LB	RÔTI DE CÔTES CROISÉES JEUNE BOEUF VIEILLI NATURELLEMENT \$1.13 LA LB	POINTE DE SURLONGE EN BIFTECK JEUNE BOEUF VIEILLI NATURELLEMENT \$1.87 LA LB



prix miracles en alimentation

ON PEUT COMPTER DESSUS!

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE INC., 7, rue Saint-Jacques, Montréal, Téléphone: 874-7172. Seul la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de "LA PRESSE" et celles des services de la Presse Associée et de Rester. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. "Quartier de la deuxième classe" — Enregistrement numéro 1400 — Part de retour garanti.

INFORMATION GÉNÉRALE 874-7272

VENTES DU JOURNAL
Livraison à domicile 874-6911
du lundi au vendredi: 8 h. a.m. à 6 h. p.m.
le samedi: 8 h. a.m. à 6 h. p.m.

RÉDACTION 874-7070

EDITORIAL 874-7030

PROMOTION 874-7100

RELATIONS DE TRAVAIL 874-7383

PUBLICITÉ
Petites annonces
Commandes 874-7111
du lundi au vendredi: 9 h. a.m. à 6 h. p.m.
Pour changer ou annuler 874-7205
du lundi au vendredi: 9 h. a.m. à 6 h. p.m.

Grandes annonces
Détailants 874-7300
National, Télé-Press, vacances, voyages 874-7306
Carrières et professions, nominations 874-7320

COMPTABILITÉ
Grandes annonces 874-6892
Petites annonces 874-6900

EN BREF...

Vols nolisés : Air Canada est pris en faute

OTTAWA — La Commission canadienne des Transports a accusé la société Air Canada d'avoir violé les règlements régissant les vols nolisés et elle lui a ordonné d'expliquer pourquoi son permis ne devrait pas être suspendu ou annulé.

Dans un communiqué émis hier, la commission affirme que cette société publique, au départ de vols de Toronto pour Rome et Vienne le mois dernier, n'a pas produit les listes de passagers de trois vols de retour.

La suspension ou l'annulation du permis empêcherait Air Canada d'effectuer des vols nolisés partout dans le monde pour une certaine période de temps.

Pour ce qui est des trois vols en question, Air Canada aurait transporté des gens sans en avoir fourni la liste auparavant.

Le ministère de Toupin porte un nouveau nom

M. Normand Toupin a annoncé hier qu'en vertu d'une nouvelle loi entrée en vigueur le 15 août, le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation portera désormais le nom de "ministère de l'Agriculture du Québec".

L'ancienne désignation date de 1962, au moment de la fusion des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation.

Cette désignation est maintenant inutile, selon M. Toupin, puisqu'elle ne rend plus compte de la réalité et des politiques agricoles des années '70.

Autres subventions de \$100 millions au PIL

OTTAWA — Le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, M. Robert Andras, annoncera demain une autre série de subventions, dans le cadre du programme des Initiatives locales, au montant d'environ \$100 millions, selon des sources gouvernementales.

Jusqu'à maintenant, pour l'année 1972-73, le gouvernement a consacré \$240 millions à ce programme, destiné à venir en aide à la communauté tout en combattant le chômage.

En 1971-72, le programme des Initiatives locales avait versé \$430 millions pour la réalisation de divers projets de construction ou de services communautaires.

Les sommes qui seront octroyées demain par M. Andras seront affectées davantage à des projets de services communautaires plutôt qu'à la construction d'immeubles, a-t-on appris également.

Le travail a repris à la Davie Shipbuilding

LAUZON — Le travail a repris hier, sur le chantier maritime de la Davie Shipbuilding, à Lauzon, après un débrayage de deux jours.

Répondant à l'appel lancé la veille par leurs dirigeants syndicaux, les ouvriers se sont présentés au travail tandis que la compagnie acceptait, de son côté, de rouvrir les portes du chantier.

Un porte-parole de la Davie Shipbuilding a confirmé que les deux parties s'étaient entendues pour soumettre à l'arbitrage le cas de l'employé congédié la semaine dernière et qui a été à l'origine du débrayage, lundi matin, des quelque 2,000 travailleurs de l'équipe de jour.

Quelques heures plus tard, la compagnie avait fermé le chantier parce que les grévistes s'étaient livrés à des actes de vandalisme, endommageant notamment la voiture d'un contremaître qu'ils accusaient d'être responsable du congédiement de leur confrère.

\$1.2 milliard aux chômeurs en six mois

OTTAWA — Statistique Canada rapporte que le gouvernement fédéral a versé \$1.2 milliard aux chômeurs au cours de la première moitié de 1973, une augmentation de \$166 millions sur la même période l'an dernier.

Au cours du mois de mai, les prestations se sont élevées à \$179 millions. En juin, elles ont baissé de 24 p. cent pour, atteignant \$136 millions, en dépit du fait que le nombre des chômeurs ait légèrement augmenté en juin.

Le montant versé en juin représente également une diminution de deux p. cent sur celui de juin 1972, qui était de \$138 millions. C'était la deuxième fois cette année que les versements étaient moins élevés que ceux des mois correspondants l'an dernier.

Yvon Dupuis s'oppose à la fermeture de deux hôpitaux

Le chef du Parti créditiste du Québec, M. Yvon Dupuis, a demandé au ministre des Affaires sociales, M. Claude Castonguay, de réviser sa décision concernant la fermeture des hôpitaux Catherine Booth et de la Miséricorde, à Montréal.

Dans un télégramme, M. Dupuis reproche au ministre d'avoir omis de consulter le personnel de ces établissements avant de prendre cette décision et se dit entièrement d'accord avec les arguments invoqués par les protestataires qui, au moyen de pétitions, ont fait connaître leur opposition.

Abattoirs: Toupin a eu gain de cause

QUEBEC — Le ministre québécois de l'Agriculture, M. Normand Toupin, a eu gain de cause hier au conseil des ministres dans sa campagne visant à créer un régime d'inspection permanent obligatoire pour tous les abattoirs de la province.

Comme le précisait hier l'information publiée par LA PRESSE, ce nouveau régime pourrait porter le nombre des abattoirs au Québec, de 498 à une centaine.

Le règlement, qui établit ce régime d'inspection obligatoire avant et après l'abat-

tage, régit sévèrement ces entreprises de transformation de la viande.

"Les abattoirs devront se regrouper ou améliorer leurs services. Ils pourront aussi fermer leurs portes et s'approvisionner en viande auprès des établissements ap-

prouvés par le Québec ou le Canada", a fait observer hier le ministre, au cours d'une conférence de presse.

Les nouveaux amendements qui seront apportés à la loi sur les aliments viseront à assainir le marché de la viande au Québec. Selon M. Toupin, plus de 20 pour cent de la viande distribuée aujourd'hui au Québec est plus ou moins vérifiée adéquatement par les inspecteurs fédéraux et provinciaux.

Le règlement d'ensemble doit entrer en vigueur la semaine prochaine. Ce n'est

que dans six mois cependant que le ministère encouragera les entreprises de transformation de la viande à se regrouper pour faciliter l'inspection obligatoire de la marchandise à tous les stades de sa transformation.

Interrogé sur les réactions de certaines entreprises vis-à-vis de ce règlement, M. Toupin a déclaré que le gouvernement prévoit certaines réticences mais qu'il n'a pas l'intention de reculer ou de prendre une attitude tempérée dans un domaine aussi important que la qualité des aliments.

C'est la deuxième fois en l'espace d'un an que le ministre Toupin soulève cette question devant le conseil des ministres, mais devant la gravité des statistiques sur les saisies de viande avariée dans les abattoirs, il a eu la tâche plus facile.

Par ailleurs, le ministre a déclaré que le gouvernement n'entendait pas intervenir, pour le moment, pour éliminer ou réduire les vols de bétail sur les fermes. "Le problème n'a pas encore atteint un stade aigu. Il est inévitable dans les circonstances particulières actuelles."

Hull abolit ses services aux municipalités voisines

HULL (PC) — C'est par quatre voix contre trois que le conseil municipal de Hull a adopté une résolution qui vise à l'abolition des services offerts aux municipalités voisines de Lucerne, Aylmer et Deschênes.

Le vote limite ainsi aux seuls résidents de Hull l'usage de la bibliothèque, le recours aux services des incendies, de la police, des travaux publics et des loisirs.

Cette décision a été prise parce que les trois municipalités se sont opposées au concept d'une "super-ville" mis de l'avant par Hull et ont demandé au gouvernement provincial de pouvoir fusionner et former une ville séparée.

Le maire d'Aylmer, M. Ernest Lattion, a déjà déclaré: "Pourquoi diable avons-nous besoin de Hull?"

"Nous construisons notre propre arène avec l'aide de Lucerne. Nous avons notre propre département conjoint de police et la seule fois où nous avons dû demander l'aide du service des pompiers de Hull, c'était il y a 20 ans, et l'incendie était éteint, par le temps qu'ils ont mis à nous faire parvenir l'équipement."

Selon le maire Lattion, les seules personnes qui pourraient être affectées par la décision de Hull sont les membres des clubs de loisirs de Hull.

Un porte-parole de la bibliothèque publique d'Ottawa, en face de Hull, a déclaré cependant que le million de livres que possède cet établissement dont le tiers sont français, sont disponibles aux non-résidents pour la somme annuelle de \$5.

Séguin, "en a assez"

Le maire de Hull, M. Jean-Marie Séguin, qui est actuellement en vacances en Europe et qui n'a donc pu participer au vote, a déclenché cette affaire par une déclaration formulée récemment lors d'une réunion du conseil municipal, au moment où les représentants des trois municipalités ont fait part de leur opposition à l'idée de fusion avec Hull.

"A cette rencontre, les résidents des communautés les plus proches ont clairement montré leur mauvaise foi et j'en ai assez de leur fournir des services gratuits."

"Ils sont de vrais séparatistes, plus dangereux que les membres du Parti québécois", a dit le maire Séguin, en faisant allusion aux dirigeants anglophones des trois localités.

La population de ces trois municipalités est également partagée entre francophones et anglophones.



Enfin, une fine vodka.

Voici une vodka qui va transformer vos cocktails. C'est la nouvelle Bolshoi de Seagram. La fine vodka! On lui a donné ce nom parce que Bolshoi est la seule vodka qu'on laisse mûrir deux ans avant de l'embouteiller. Deux ans pour lui laisser prendre le goût subtil de la vraie vodka. Si vous êtes connaisseur, vous voudrez aussi la déguster comme une fine, après le repas. Et si vous en avez assez des cocktails monotones, demandez notre livre de recettes en écrivant à: Distillers Corporation Limited, 1430 rue Peel, Montréal, Québec.

Bolshoi. La fine vodka.

Bolshoi. Distribuée par Seagram. Une garantie de qualité.

Vous ne trouvez pas ça beau? Courage! L'hérédité n'est pas la seule cause de la calvitie. Les conditions locales du cuir chevelu, l'angoisse, et même une carence en vitamines, peuvent causer la chute des cheveux. Depuis plus de 60 ans, le spécialiste THOMAS a éclairé les gens sur la façon de découvrir leurs problèmes capillaires et de les résoudre. Il est unique au monde avec 40 cliniques pour vous servir. Passez le voir aujourd'hui même pour une consultation personnelle et gratuite. Pour sauver du temps téléphonez et prenez un rendez-vous.

Thomas

DEPUIS 60 ANS
SPECIALISTE DE LA CHEVELURE
ET DU CUIR CHEVELU

1010 QUÉBEC, RUE STE-CATHERINE (suite 637)
Edifice Carré Dominion, tél. 866-3041
10 a.m. à 7 p.m. — Sam. 9 a.m. à 2 p.m.
6339, RUE ST-HUBERT (suite 309)
Plaza St-Hubert, tél. 274-3501

Imaginez-vous chauve



PRIX D'ÉTÉ

BOURSE \$130,000

DIMANCHE, 26 AOÛT À 2 HEURES

La bourse pour ambleurs la plus riche au monde.

Blue Bonnets c'est plein d'allure!

Ottawa viendrait en aide à la cueillette des bleuets

OTTAWA (PC) — Le ministère canadien de la Main-d'œuvre et de l'Immigration serait bien disposé à faciliter la cueillette des bleuets au Lac Saint-Jean, mais encore faudrait-il qu'il reçoive un appel des responsables.

C'est au moins ce qu'a déclaré un porte-parole du ministère que dirige M. Robert Andras en réponse aux plaintes de l'ancien maire de Mistassini, M. Elzéar Savard, selon lesquelles le gouvernement fédéral n'applique pas les mêmes politiques de placement de la main-d'œuvre pour la cueillette des bleuets que pour celle des légumes et du tabac dans le sud de l'Ontario.

C'est ainsi que, d'après le pionnier de la cueillette des bleuets au Lac Saint-Jean, ce délicieux fruit pourrait sur place là-bas, faute de cueilleurs.

Dans le cas de l'Ontario, le gouvernement fédéral défraie 50 pour cent, une part égale à celle de la province, du transport des volontaires qui se rendent cueillir les légumes dans le sud de l'Ontario.

Des Mexicains, des Portugais, des Québécois, notamment, travaillent chaque année à ramasser ces pro-

duits agricoles pour le compte des agriculteurs ontariens.

Bien plus, a expliqué le porte-parole du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, la cueillette des bleuets et celle des légumes au sud de l'Ontario ne se font pas dans les mêmes conditions, du point de vue de l'embauche de la main-d'œuvre.

Dans le Lac-Saint-Jean, à l'exception des 19 terrains appartenant à des coopératives, les terres où poussent les bleuets sont la propriété de la Couronne, donc du public.

Il devient alors très difficile de trouver des employeurs, poursuit le fonctionnaire fédéral, alors qu'en Ontario, les producteurs adressent des demandes bien spécifiques à u gouvernement pour obtenir la main-d'œuvre nécessaire à la cueillette des tomates, des pommes, du tabac, etc.

Depuis trois ans, il n'y a plus de permis pour ramasser les bleuets et, ainsi, tout le monde peut partir avec son panier et cueillir pour lui-même les bleuets qu'il désire.

Le ministère de M. Andras a déjà tenté d'intéresser les gens à aller cueillir les bleuets et seulement 41 étudiants d'Alma se sont présentés, d'après ce fonctionnaire, et leur transport a été payé selon les normes du fédéral.

"Voyez-vous des Mexicains ou des Portugais se promener dans les bois du Lac Saint-Jean pour cueillir des bleuets? Ils se perdraient, ce ne serait pas long", a dit encore le porte-parole fédéral.

L'an dernier, la production des bleuets a été de l'ordre de 4 millions de livres et cette année on s'attend qu'elle sera près de 10 millions de livres.

Au ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, on estime qu'il est impossible d'évaluer les pertes dues au pourrissement des bleuets sur place.

Cependant, ajoute-t-on, les mêmes conditions de transport sont offertes pour les gens intéressés à aller cueillir les bleuets au Lac Saint-Jean que pour ceux qui se rendent dans le sud de l'Ontario et dont les frais de voyage sont assumés à 50 p. cent par le fédéral et 50 p. cent par le provincial.



A Montréal — c'est à cet homme que vous devez vous adresser.

Roger Baudin Automobiles Inc.
10511, rue Bellevois
Montréal-Nord.
Tél: 321-8600

Micor Auto Inc.
12305 est, rue Sherbrooke
Pointe-aux-Trembles.
Tél: 645-1633

MacDonald Automobiles (1971) Ltée-Ltd.
4747 est, rue Jean-Talon
St-Léonard.
Tél: 729-5287

Model Auto Sales Inc.
6995, boul. St-Laurent
Montréal.
Tél: 272-5761

Delisle Auto (1970) Ltée
2815, rue Sherbrooke est
Montréal.
Tél: 523-1122

Automobiles Réal Croteau Ltée
635 est, boul. Curé-Poirier
Longueuil.
Tél: 677-8978

Elegant Motors Inc.
845, boul. Taschereau
Greenfield Park.
Tél: 672-2720

Downtown Datsun (MI) Ltd
4010 ouest, rue Ste-Catherine
Montréal 215.
Tél: 931-5879

Daoust Datsun (Laval) Inc.
1424, boul. des Laurentides
Ville de Laval.
Tél: 663-2188

Garage Dumoulin Limitée
8115, boul. Lévesque
St-François, Laval.
Tél: 665-7450

Bellemare Datsun Ltée
10305, av. Papineau
Montréal.
Tél: 382-2780

Le Mans Motors Ltd
2032, boul. Labelle
Chomedey, Laval.
Tél: 688-6380

Normand Beaudoin Automobile Inc.
5653, boul. Sauvé
Laval Ouest
Tél: 627-0362

Berra Automobile Inc.
11933, boul. Laurentien
Cartierville.
Tél: 332-4710

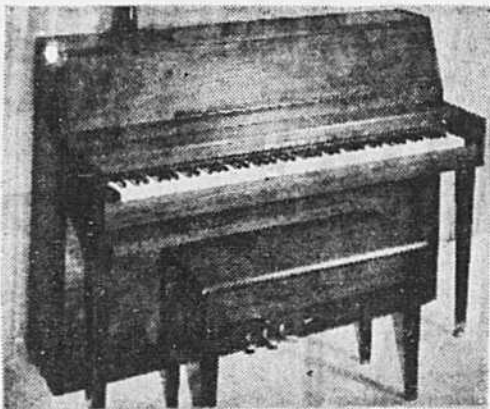
Décarie Datsun Ltd
5925, boul. Décarie
Montréal.
Tél: 739-3131

Bouchard Garage Ltée
2905, rue Notre-Dame
Lachine 600.
Tél: 637-1153

Broadway Automobile Ltée-Ltd
7550, rue Broadway
Ville LaSalle.
Tél: 366-8931

Il y a plus de 1300 concessionnaires Datsun au Canada et aux États-Unis.

OFFRE EXCEPTIONNELLE POUR LA RENTRÉE DES CLASSES



au Studio d'Orgues Hammond.
DOMINIQUE BOULET

location et vente de pianos neufs de marque
Mason-Risch et Sherlock Manning

VISITEZ DÈS MAINTENANT NOS QUATRE MAGASINS

Centre-ville
1434, McGill College
(Métro McGill)
845-3211

Centre d'achats Saint-Martin,
boul. Labelle,
Chomedey, Laval
681-2559

Place Versailles
Sherbrooke
coin Hippolyte-Lafontaine
354-8140

K-Mart,
187, boul. Hymus, Pointe-Claire,
(coin Saint-Jean)
695-7623

VENTE — LOCATION — COURS — MUSIQUE EN FEUILLES

C'est officiel.
La Datsun 1200-73 gagne
la bataille du millage
(sur 364 modèles)*

Calculez combien
vous pouvez économiser
par mois, par année,
selon le millage
que vous faites...

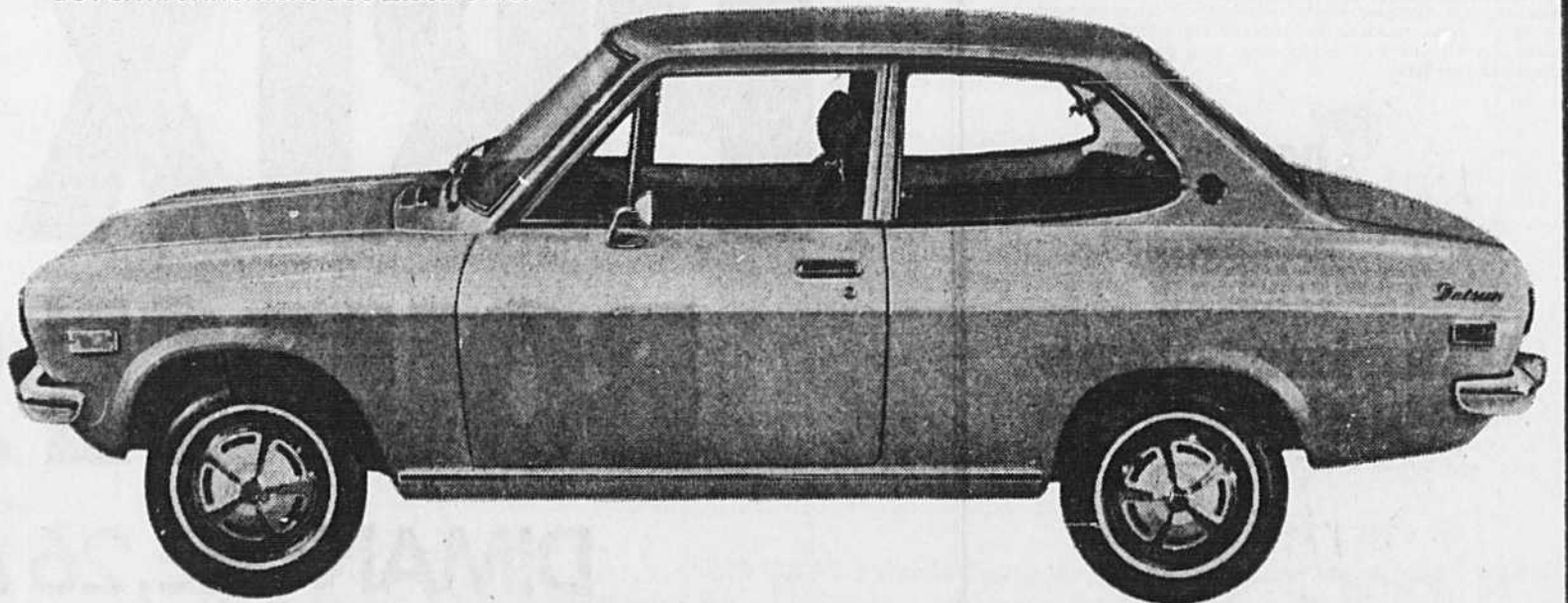
sans sacrifier le confort,
l'élégance, la performance.

Gagnez la bataille
du coût de la vie,
de la conservation d'énergie
et de l'écologie.

Voici quelques-uns
des résultats:

	millés au galon.	gal. U.S.	gal. Imp.
Datsun	28.7	35.9	
Honda Sedan	25.8	32.3	
Buick Opel	23.8	29.8	
Dodge Colt	22.7	28.4	
Volkswagen Sedan	21.7	27.2	
Chevrolet Vega 2300	21.5	26.9	
Ford Pinto Wagon	21.2	26.6	
Fiat Sedan	20.6	25.8	
Mazda Sedan	19.6	24.6	
American Motors Gremlin	18.0	22.6	
Plymouth Valiant Duster	17.9	22.4	
Volvo 145	17.7	22.2	
Ford Maverick	16.3	20.4	
Mercedes-Benz 220	16.2	20.3	
American Motors Javelin	14.3	17.9	
Chevrolet Nova	12.8	16.1	
Chevrolet Chevelle	11.8	14.8	
Dodge Dart	10.6	13.3	
Ford Station Wagon	10.1	12.7	
Plymouth Fury	9.7	12.2	
Rolls-Royce Silver Shadow	9.2	11.6	
Chrysler Imperial	9.2	11.6	
Cadillac Eldorado	8.1	10.2	
Ferrari 365 GTB	6.3	7.9	

* Tests par l'Agence de protection
de l'environnement des États-Unis.



une **DATSUN 1200**
allez en essayer une...
pourquoi pas tout de suite →

DATSUN

plus de 1300 concessionnaires au Canada et aux États-Unis.



LA COMMISSION DE FORMATION
PROFESSIONNELLE MONTREAL METROPOLITAIN
5350, rue Lafond, Montréal — Téléphone: 725-5221

en collaboration avec
COLLEGE AHUNTSIC

et les

CENTRES DE MAIN-D'OEUVRE DU CANADA
vous offre des

COURS DU SOIR A TEMPS PARTIEL

Session d'automne 1973

EN IMPRIMERIE

Dessin publicitaire I, II, III, IV
Serigraphie I, II, III
Photomécanique I, II, III, IV, V, VI, VII
Photographie commerciale I, II
Montage-Plaques I, II, III
Typographie I, II
Linotypie I, II
Monotypie I, II
Paste-up I, II
Estimation

Processus d'imprimerie
Mark-up I, II, III, IV
Photocomposition
Presses duplicateurs
Presses offset I, II, III, IV
Presses type I, II, III
Encres
Reliure de bibliothèque I, II
Reliure d'art I, II
Reliure industrielle I, II
Techniques de reproduction

INSCRIPTIONS: Collège Ahuntsic
8955, rue Saint-Hubert, Montréal 353

Dates des inscriptions: 25 août de 9h à 12h
27 et 28 août 13h à 21h

Début de session: 17 septembre 1973
Renseignements: Paul Sauvé
389-5921, poste 322

\$400,000 aux gens de Saint-Casimir

QUEBEC (PC) — Des subventions totalisant \$400,000 seront versées aux sinistrés de Saint-Casimir par le gouvernement québécois et une somme additionnelle est également envisagée pour l'installation d'une nouvelle industrie et pour la création d'espaces verts.

Le cabinet Bourassa, qui s'est réuni hier, a ainsi accepté le rapport du ministre des Richesses naturelles Gilles Massé. Le chef du gouvernement a expliqué dans un communiqué que les mesures suivantes seront prises pour aider cette région éprouvée du comté de Portneuf:

— Le ministère des Richesses naturelles effectuera des travaux d'ordre correctif et préventif d'environ \$50,000;

— Le ministère des Transports dépensera \$236,000 pour la réfection de routes et de pontons;

— La Société d'habitation du Québec procédera à la relocalisation ou l'expropriation

de résidences du secteur inondé et défraiera le remplacement à la valeur dépréciée de trois maisons détruites.

M. Bourassa signale aussi que le ministère de l'Agriculture procédera au nettoyage des cours d'eau agricoles et de leurs rives. Le ministère des Affaires sociales étudiera enfin, lorsqu'il y aura lieu, des cas susceptibles d'être admissibles à une indemnisation quelconque.

La famille Trudeau visitera l'Arctique

OTTAWA — Le premier ministre Trudeau, sa femme Margaret et leur fils de 20 mois Justin doivent passer la semaine prochaine dans l'est de l'Arctique, a annoncé hier le cabinet de M. Trudeau.

Le premier ministre, actuellement à Harrington, sa résidence d'été, "pour quelques jours", partira lundi prochain avec sa famille à bord d'un appareil Jetstar du gouvernement.

Même si l'on n'en était pas certain à son bureau, on croit que le Jetstar restera à Frobisher Bay et que la famille Trudeau voyagera ensuite à bord d'un avion de la Gendarmerie royale du Canada et d'un avion du gouvernement du Territoire durant le reste du voyage.

Un porte-parole a déclaré que le groupe visiterait Pangnirtung, dans l'île du Roi Christian, Point Columbia et le nouveau parc Nation sur l'île de Baffin.

La famille Trudeau visitera vraisemblablement Cape Dorset, patrie de quelques-uns des plus fameux artistes esquimaux, au cours du voyage de retour. On s'attend que M. Trudeau reviendra à Ottawa le 2 ou le 3 septembre.

Par ailleurs, le leader conservateur Robert Stanfield considère la possibilité de faire un voyage à Bruxelles à la mi-septembre afin d'étudier les contrôles européens sur les prix et les salaires ainsi que d'autres aspects de la Communauté économique européenne.

Un porte-parole du bureau du chef de l'opposition a déclaré que le projet en était encore au stade de planification et que la décision définitive ne sera pas prise avant quelque temps.

Aggravation de l'état de santé du roi suédois

STOCKHOLM (UPI) — L'état de santé du roi Gustav Adolf VI de Suède s'est "à l'évidence" aggravé durant la nuit, indique un communiqué médical publié à Stockholm.

Le roi a été à nouveau placé dans un poumon artificiel. Il avait subi, à l'hôpital d'Helsingborg, l'ablation de l'estomac à la suite d'une grave hémorragie interne. Après l'opération, le plus vieux souverain du monde avait donné l'impression qu'il avait bien supporté l'intervention chirurgicale.

Le roi, qui avait repris conscience mardi en début d'après-midi, après une opération de trois heures d'un ulcère au duodénum, a reçu hier de courtes visites de ses enfants et petits-enfants.

De nombreux messages de sympathie et souhaits de rétablissement lui sont parvenus du monde entier.

Le ministre suédois de la Justice a déclaré qu'en raison de la maladie du souverain, le prince héritier Carl Gustav assurait momentanément les fonctions officielles de son grand-père.

Tranche prix

TRÈS BIENTÔT CHEZ

BRAULT & MARTINEAU

MEUBLES

plus facile de payer vos petites annonces en utilisant la carte

CHARGEX

la presse



RABAIS

de 30% à 50%

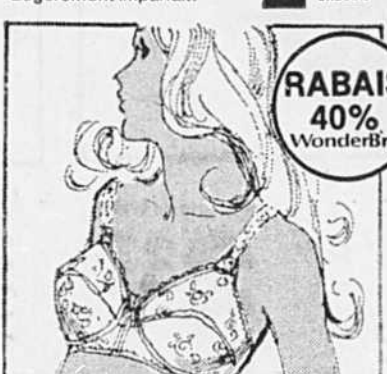
sur soutiens-gorge et culottes de Wonder Bra, Grenier et Hanna.

Une occasion magnifique de remonter votre garde-robe de dessous!

Faites provision des articles offerts à prix de solde, lesquels ont quelques imperfections qui n'altéreront en rien leur durée. Jusqu'à épuisement du stock! Venez tôt pour avoir un meilleur choix!



Soutien Petal, adolescentes
Rabais 50%. Tricot nylon, doublure légère de fibrefil. Bretelles extensibles. Blanc. 30 à 34AA. Légèrement imparfait. **2.50** chacun



Soutien Petal Burst
Rabais 40%. Bonnets jersey doublés légèrement. Bretelles mi-extensibles. Blanc. 32 à 36A,B,C. Légèrement imparfait. **4.20** chacun



Soutien-gorge Dream Lift
Rabais 40%. Bonnets de dentelle qui séparent bien. Modèle à armature, doublure de fibrefil. Blanc. 32 à 36A, B, C. 32 à 36B. Légèrement imparfait. **4.20** chacun



Soutien demi-buste échancré
Rabais 40%. Bonnets à 2 sections, doublure de fibrefil. Coussinets amovibles. Teintes variées. 32 à 36A,B,C. Légèrement imparfait. **5.10** chacun



Dream Lift échancré au dos
Rabais 40%. Bonnets à armature. Peut se porter avec Lycra* type dentelle et avec panneau qui maintient l'abdomen. Blanc. M.G.E.G. **5.40** chacun



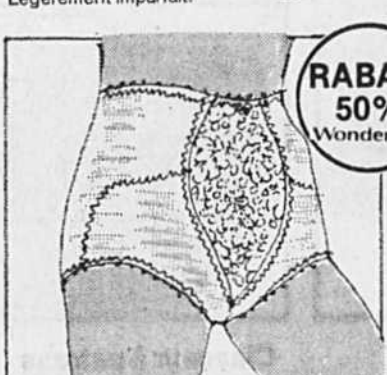
Soutien-gorge "Crochet"
Rabais 40%. En polyester coton d'aspect crochet dentelle. Bretelles mi-extensibles. Blanc. 34B, 36 à 40C, 36 à 40D. Légèrement imparfait. **3.60** chacun



Soutien décolleté à armature
Rabais 40%. Bonnets de tricot double à coutures invisibles, bord festonné. Blanc, chair. 34 à 36B, 34 à 36C. Légèrement imparfait. **4.50** chacun



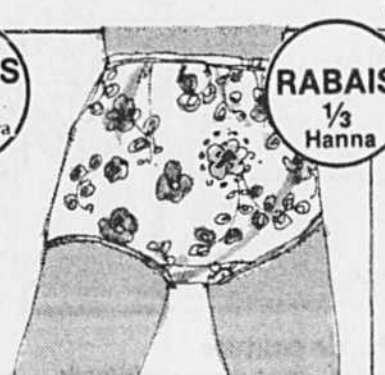
Soutien Petal Teen
Rabais 40%. De Wonder Bra. Bonnets en jersey extensible, doublure de fibrefil. Bretelles extensibles. Blanc. 30 à 36AA, 30 à 36A. Légèrement imparfait. **2.40** chacun



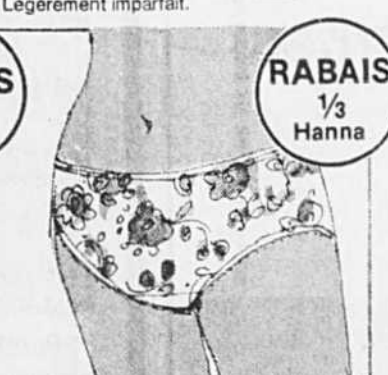
Culotte courte Wonder Bra
Rabais 50%. Culotte qui maintient bien. En spandex Lycra* type dentelle et avec panneau qui maintient l'abdomen. Blanc. M.G.E.G. **4.25** chacune



Culotte courte Wonder Bra
Rabais 50%. Une culotte qui maintient en douceur! En spandex Lycra* extensible indéformable et fini satin sur une face. Chair. M.G.E.G. **3.25** chacune



Culotte Hanna en nylon
Rabais 33 1/3%. Jolies culottes courtes à fleurettes de coloris divers. Faites provision. Tailles: P.M.G. **3.19** pour 3



Culotte bikini Hanna
Rabais 33 1/3%. Culotte bikini en nylon fleur. Teintes variées. Tailles: P.M.G. **3.19** pour 3



Soutien-gorge et bikini
Ensemble frais consistant en un soutien-gorge et une culotte bikini en nylon dentelle de Hanna. Choix de rose, bleu, chair ou blanc. Taille unique. **1.77** l'ensemble

20 magasins à votre portée dans le Québec

C'est beaucoup plus facile de magasiner avec une carte Chargex

CES MAGASINS À VOTRE SERVICE À MONTRÉAL

- Allocations familiales
- "Mise de côté" pratique
- Stationnement facile
- Place Longueuil
- Pont-Viau (Centre commercial)
- Mail West Island, Transcanadienne, Sortie 35
- Jean Talon et Pie IX
- Plaza Greenfield Park
- Place LaSalle
- Châteauguay, 180 bd d'Anjou
- Les Galeries Lachine
- Mail Cavendish, Côte St-Luc
- Plaza Côte-des-Neiges
- Place Versailles
- Chomedey (Centre commercial St-Martin)
- Plaza Alexis Nihon

OUVERT • LUNDI À MERCREDI 9H À 18H • JEUDI ET VENDREDI 9H À 21H • SAMEDI 9H À 17H.

Longueuil songe à exproprier Les Granulés Industriels

par Mariane FAVREAU

Pour la nième fois, le conseil de Longueuil a été saisi cette semaine des problèmes causés par la pollution due à la compagnie Les Granulés Industriels.

Un groupe de citoyens organisés pour venir à bout de ce problème, les "Prop'ers" a déposé une pétition de plus de 3.200 personnes réclamant une action immédiate.

De son côté, le conseil municipal a résolu de demander au service de la protection de l'environnement d'émettre une ordonnance pour faire cesser la pollution. Des demandes semblables ont, au dire des citoyens, déjà été faites sans résultats concrets.

Par contre, la Ville a fait un pas en avant en demandant à son service du génie de faire préparer les expertises d'évaluation nécessaires à l'expropriation de l'assiette du prolongement du boulevard Jacques-Cartier.

Comme la compagnie Les Granulés Industriels est justement sise dans ce prolongement, c'est donc vers une solution extrême que se dirige la Ville.

Devant l'insistance des citoyens qui estimaient qu'il s'agit là d'une solution bien longue, le maire s'est écrié: "Ne nous faites pas regretter notre décision. Il peut s'agir d'une dépense de plus d'un million pour faire sauter une nuisance. Il n'y a pas beaucoup de villes qui en feraient autant."

En effet, en 1969, Les Granulés Industriels avaient songé à déménager à Varennes et la compagnie avait alors estimé ses dépenses à \$1.5 million. Le déménagement ne se fit pas et la com-

pagnie avait été obligée d'installer un filtre à poussière qui, au dire des voisins, ne filtre rien.

Des relevés techniques faits en collaboration avec le Service de l'assainissement de l'air indiquent plus de 700 microgrammes de poussière au mètre cube (maximum permis: 100 mg).

Démarches à Québec

Les responsables des "Prop'ers" ont rencontré le ministre Goldbloom responsable de la qualité de l'environnement qui aurait estimé la situation comme étant intolérable.

Selon un porte-parole des résidents de Longueuil, le ministre aurait engagé son département légal à envisager des procédures judiciaires pour faire respecter les normes ou signifier une injonction, après un délai fixé au 15 septembre.

La compagnie en question accumule ses rebuts sur un terrain de 1.25 million de pieds carrés, sis dans l'ancienne emprise du CN, non loin du Domaine Emerillon. Les poussières de carbone se répandent dans l'air et salissent tout.

"Nous ne voulons pas passer un autre été comme celui-ci assurent des membres du "Prop'ers", les fenêtres fermées et les enfants tout noirs."

S'ils agissent à la fois au niveau provincial et municipal, c'est que les citoyens sont pressés d'en finir. Ils estiment que la compagnie, elle, ne serait pas trop pressée d'apporter des mesures correctives, préférant laisser venir l'expropriation éventuelle.

"Sit-in" des Indiens de l'Iowa pour appuyer leurs demandes

DES MOINES, Iowa (UPI)

Huit représentants du Mouvement indien d'Amérique, brandissant des carabines vides, ont occupé le deuxième étage d'un édifice de l'Etat, hier, et promis d'y demeurer aussi longtemps qu'il le faudra pour remplir leurs objectifs.

Les Indiens se sont rendus en voiture jusqu'à l'entrée de l'édifice, puis s'y sont précipités. Ils ont emprunté l'ascenseur jusqu'au deuxième étage de l'immeuble où sont

installés les bureaux du département de l'Instruction publique de l'Etat.

Environ 50 employés ont alors quitté les lieux. Doug Durham, directeur du Centre de développement indien de Des Moines, a dit que les représentants possédaient une liste de demandes qui doivent être remplies avant qu'une évacuation soit envisagée. Il a refusé de divulguer les demandes avant l'arrivée des autorités.

MIRACLE MART

Une Division de Steinberg Limitée

Prix de vente en vigueur jusqu'au 25 août.

LE COIN DU CONSOMMATEUR

Demandez notre brochure gratuite sur la protection du consommateur

Jusqu'à quel point êtes-vous renseignés? Que savez-vous vraiment sur les produits que vous achetez? Connaissez-vous les lois en vigueur pour vous protéger? Reconnaissez-vous les symboles placés sur les produits d'usage courant et qui vous indiquent comment les utiliser?

Incités par des groupes de consommateurs telle que l'Association du Canada pour la protection du consommateur, les gouvernements fédéral et provincial prennent une part active pour protéger les intérêts du consommateur et cela a une portée significative sur les articles que vous achetez régulièrement.

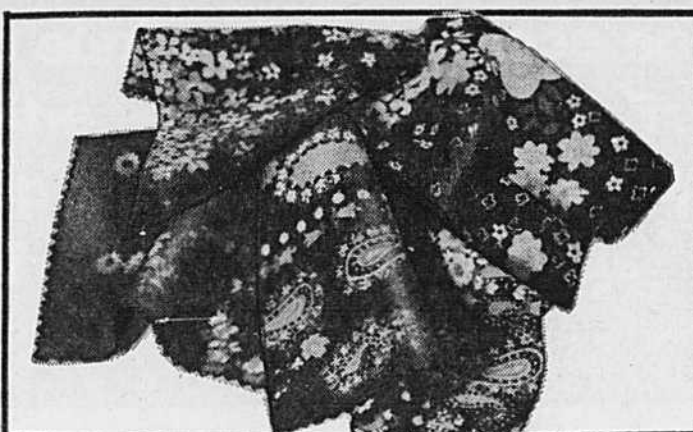
Les étiquettes sur les vêtements vous donnent plus de renseignements... les symboles sur les soins à donner au produit ont fait leur apparition et plusieurs autres symboles vous indiquent les dangers d'utiliser quotidiennement certains produits chimiques. Le public est tenu au courant du travail de l'Acnor, une association professionnelle qui établit les normes dans plusieurs domaines de la production.

La responsabilité de se conformer aux normes établies est assumée par le Service du contrôle de la qualité de Miracle Mart qui, de plus, fait subir des tests sévères à la marchandise pour garantir à nos clients une qualité stable.

La brochure que nous vous offrons à titre gracieux a pour but de vous faire profiter au maximum de ces innovations. Nous espérons que vous la trouverez utile.

Demandez-en un exemplaire au comptoir de service de votre magasin Miracle Mart.

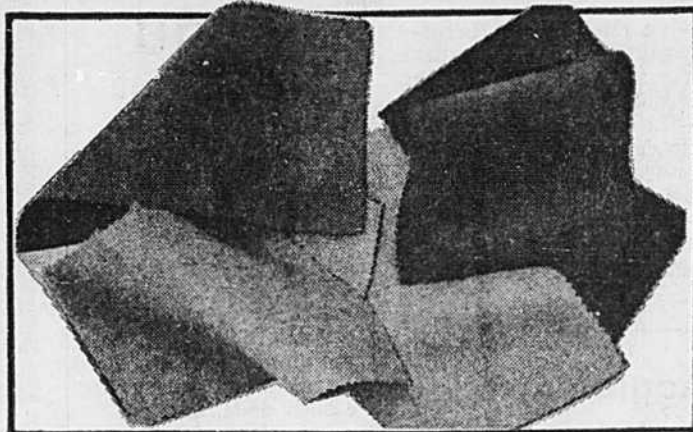
Vente de tissus d'automne



Assortiment de tricots imprimés

- 45" de largeur
- Tissus mixtes 85% acétate 15% polyester
- Lavables à la main
- Vaste choix d'imprimés.
- Vite secs

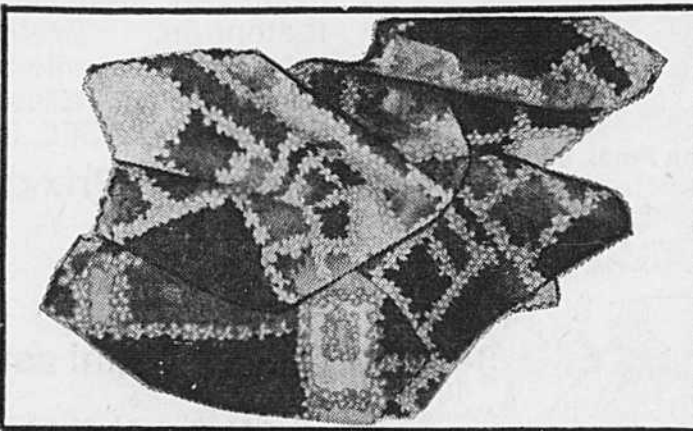
Notre prix de vente
1.99
la vergé



Gabardine de teintes chinées

- 45" de largeur, lavable
- Mélange: 50% rayonne/50% nylon
- Teintes chinées de beige, gris foncé, bleu clair, brun arachide, vert foncé, rouge vin, marine, brun

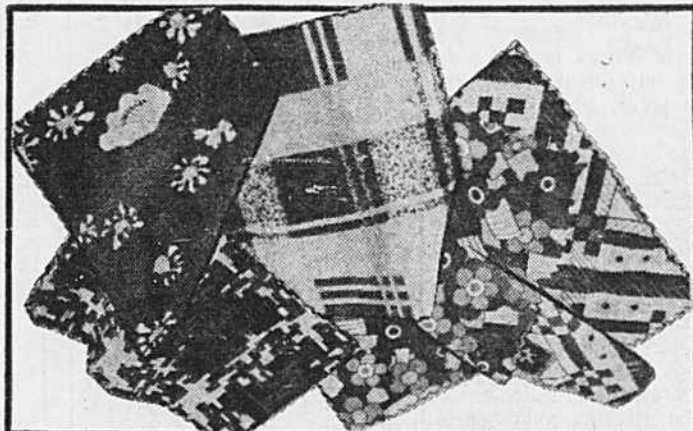
Notre prix de vente
2.27
la vergé



Crêpe polyester imprimé

- 45" de largeur
- Lavable à la machine
- Vite sec
- Choix d'imprimés.

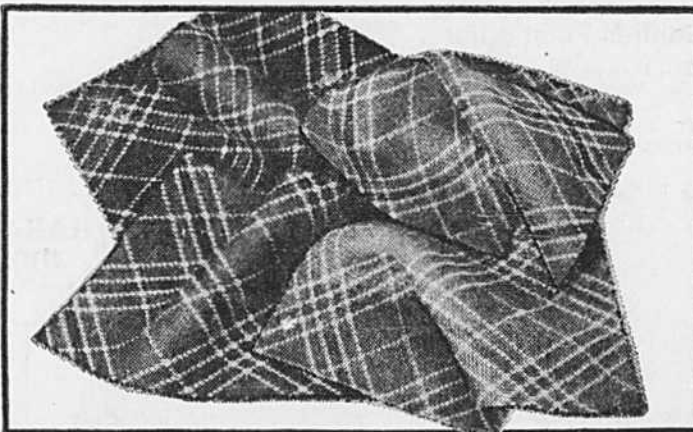
Notre prix de vente
2.27
la vergé



Gabardine acrylique imprimée

- 45" de largeur
- 100% acrylique
- Lavable à la machine
- Vite sèche
- Assortiment de motifs magnifiques.

Notre prix de vente
2.47
la vergé



Tricot Argyle raschel

- 58, 60" de largeur
- Lavable à la machine
- Vite sec
- Brun, gris, marine, rouge, rouge, vert chasseur, noir.

Notre prix de vente
3.97
la vergé



Tissus en tweed 55, 60"

- Acrylique mixte et mélange de rayonne laine
- Donegal, chevrons, plaids, carreaux
- Teintes automnales variées et tons de bleu, vert, rouille, brun, gris, chameau, rouge vin.

Notre prix de vente
4.47
la vergé

Articles pour tricoter et pour coudre



Sayelle MIRAMAR

- Lavable et séchable à la machine
- Assortiment de belles teintes
- Pelote de 2 onces.
- Worsted acrylique 4 brins pour tricoter

Notre prix de vente
57c
chacune



Crimpset nylon Bouquet

- Laine nylon 3 brins
- Lavable et séchable à la machine
- Choix de 12 teintes
- En pelote de 1 once.

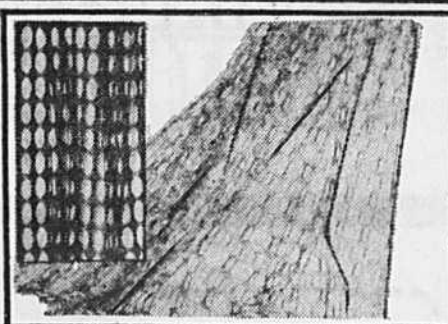
Notre prix de vente
4.10
4 pelotes



Laine Superwash Bouquet

- Laine nylon 4 brins
- Lavable et séchable à la machine
- Pelote de 1 once
- Choix de 12 teintes.

Notre prix de vente
63c
chacune



Voilage filet polyester

- 48" de largeur
- Lavable et vite sec
- Motifs variés.

Prix Miracle
77c
la vergé

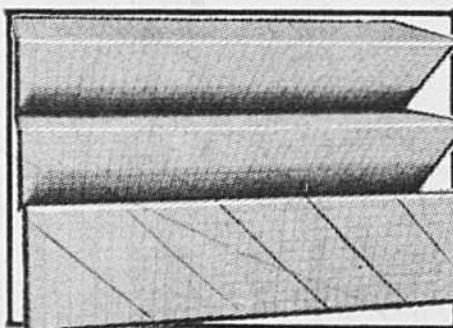
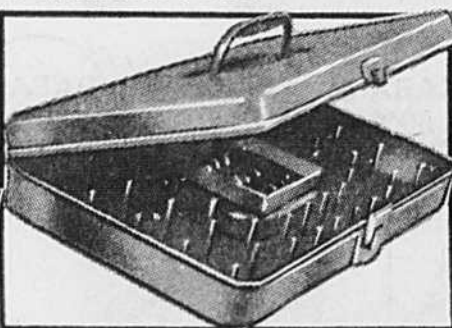


Planche de couture

- S'ouvre de 40" à 72"
- Pour placer les patrons sur le tissu et les tailler.

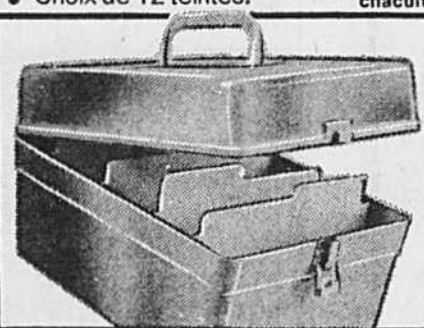
Notre prix de vente
2.77
chacune



Casier pour rouleaux de fils

- Pour ranger 48 gros rouleaux de fils
- 12 bobines
- Coussin mousse pour les aiguilles.

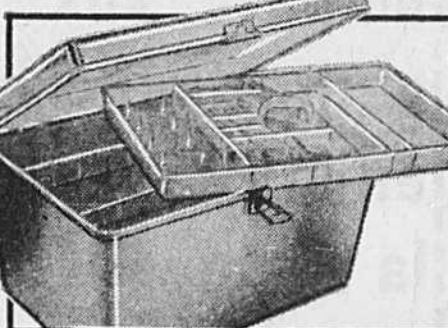
Notre prix de vente
1.99
chacun



Classeur à patrons

- Pour ranger vos patrons
- Divisions amovibles
- Pour 30 patrons.

Notre prix de vente
2.99
chacun



Travailleuse à 2 tiroirs

- 13 1/2" x 8 1/2" x 8"
- Conception scientifique
- Plateaux de plastique amovibles
- Avocat, or, rose, azalée.

Notre prix de vente
3.99
chacune

Tranche prix

TRES BIENTOT CHEZ

BRAULT & MARTINEAU
MEUBLES

plus facile
de payer vos
petites annonces
en utilisant
la carte

CHARGEEX

la presse

20

magasins
à votre
portée
dans le Québec



Demandez la vôtre au
Miracle Mart le plus proche.
C'est beaucoup plus
facile de magasiner
avec la
carte Chargeex

CES MAGASINS À VOTRE SERVICE À MONTRÉAL

- Allocations familiales
- "Mise de côté" pratique
- Stationnement facile

- Place Longueuil
- Pont-Viau (Centre commercial)
- Mail West Island, Transcanadienne, Sortie 35
- Jean Talon et Pie IX

- Plaza Greenfield Park
- Place LaSalle
- Châteauguay, 180 bd d'Anjou
- Les Galeries Lachine
- Mail Cavendish, Côte St-Luc

- Plaza Côte-des-Neiges
- Place Versailles
- Chomedey (Centre commercial St-Martin)
- Plaza Alexis Nihon

Satisfaction
garantie
ou prompt
remboursement
avec le sourire!

OUVERT • LUNDI À MERCREDI 9H À 18H

• JEUDI ET VENDREDI 9H À 21H

• SAMEDI 9H À 17H



Achats pour la rentrée

MIRACLE MART

Une Division de Steinberg Limitée

Prix de vente en vigueur
jusqu'au samedi 25 août.

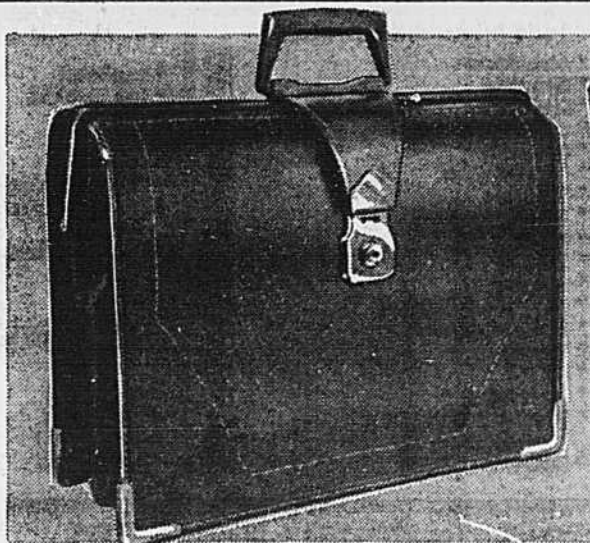
De tout pour les étudiants!



Sacs d'écolière variés

- Finition vinyle avec garniture blanche
- Motifs variés
- Fermeture à courroie.
- 8 1/2" x 11" x 3"

Notre prix de vente
147
chacun



Belles serviettes de 16 1/2"

- 2 compartiments
- Surpiqure sur les deux faces
- Coins en métal. Serrure 3 positions
- Ton cuivre ou noir.

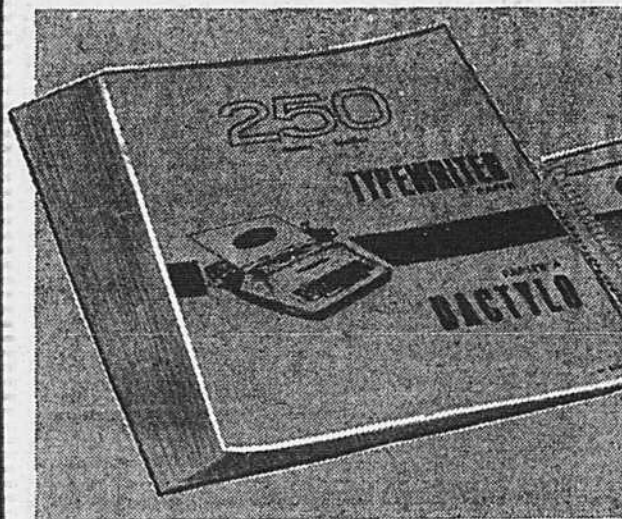
Notre prix de vente
347
chacun



Ensemble "Klip Kit"

- Comprend: planchette à pince avec espaces de rangement, crayons blocs-notes, règle, gomme à effacer. Teintes variées.

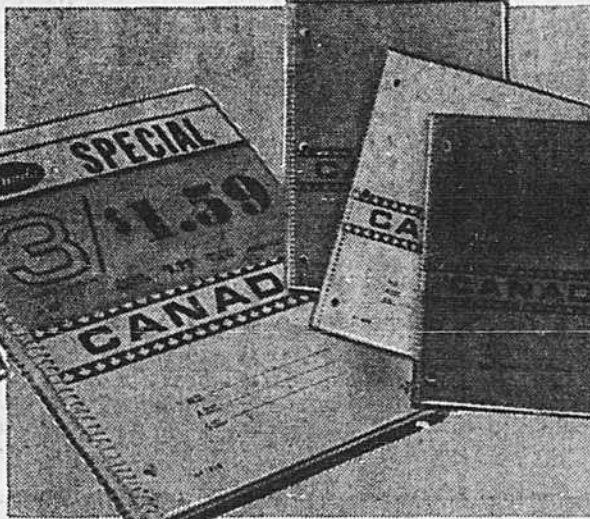
Notre prix de vente
197
l'ensemble



250 feuilles machine à écrire

- 250 feuilles de papier blanc
- 8 1/2" x 11"
- Faites provision!

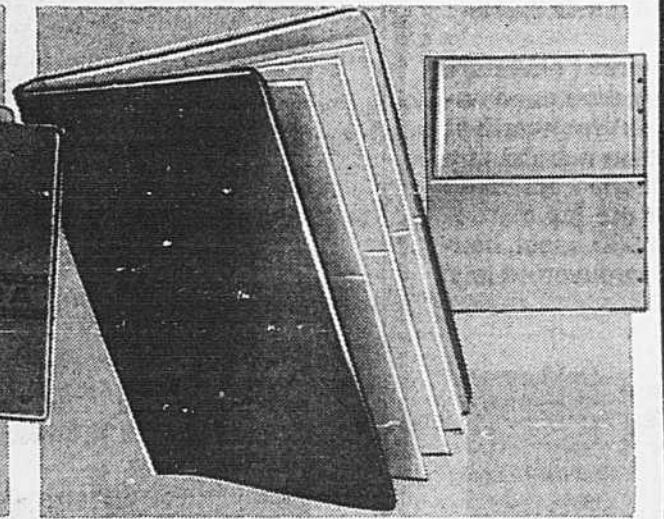
Notre prix de vente
87¢
le paquet



Cahiers brouillon à ressort

- 3 au paquet
- Feuilles lignées, 3 trous
- Couvertures épaisses
- Feuilles faciles à enlever.

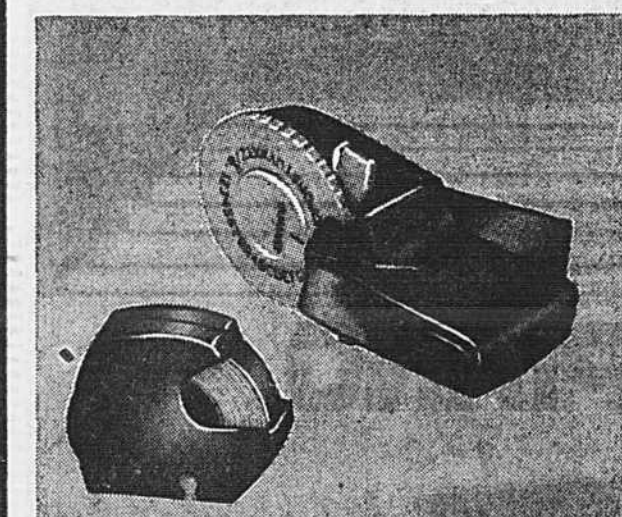
Notre prix de vente
97¢
paquet



Reliure vinyle et pochettes

- Reliure de 1/2"
- 8 pochettes
- 8 1/2" x 11"
- Anneaux en plastique
- Teintes variées

Notre prix de vente
97¢
l'ensemble



Marque-label Dymo Mini

- Imprime clairement
- Sert avec ruban Dymo de 3/8" (remplaçable)
- Avec 1 rouleau de ruban 3/8".

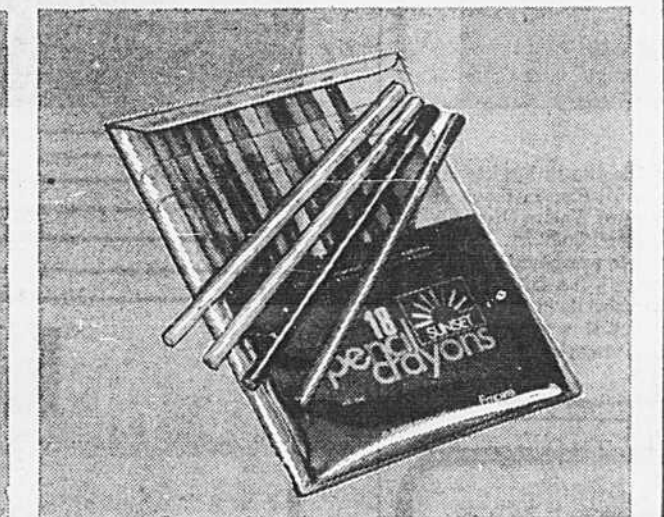
Notre prix de vente
147
chacun



Stylos Bic Clic

- Stylos à pointe rétractable
- Qualité Bic fiable
- Achetez-en plusieurs!

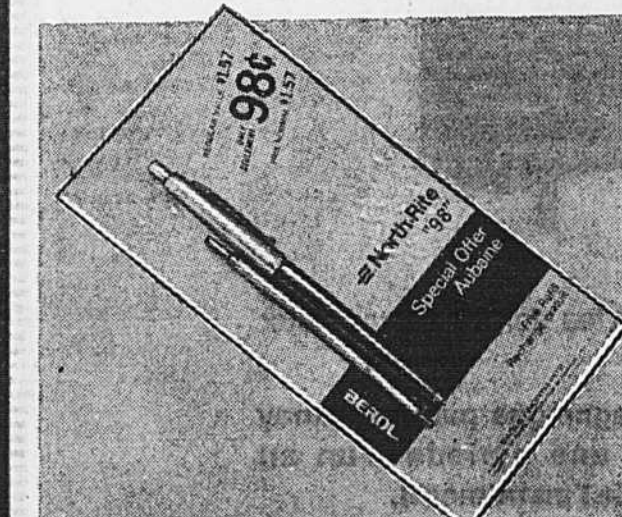
Ord. 53c le stylo
Notre prix de vente
67¢
paquet de 2



Etui et crayons de couleur

- 18 crayons de couleur
- Etui de vinyle pratique
- Sert à divers usages.

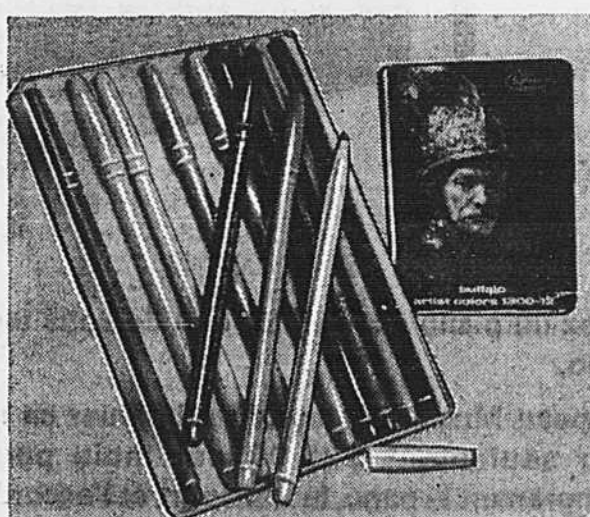
Notre prix de vente
77¢
l'ensemble



Stylo Eagle

- Modèle rétractable "98"
- Rechange fourni
- Carter plastique, dessus en métal.

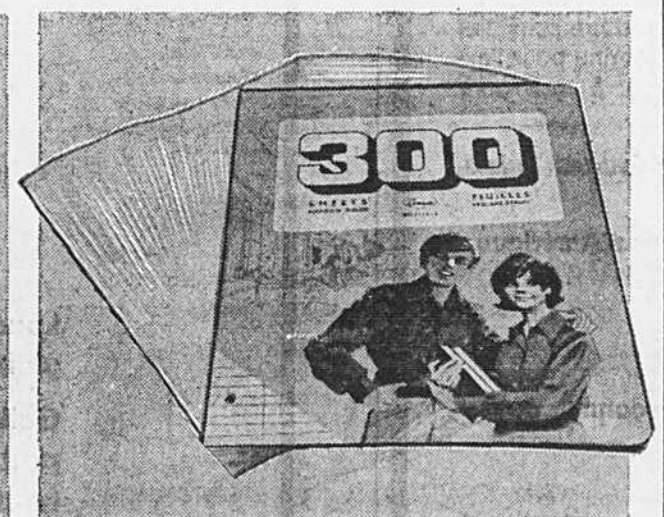
Notre prix de vente
67¢
chacun



Marqueurs de couleur

- 12 couleurs différentes
- Dans boîte décorative
- Bouts de nylon
- Non toxiques, encre lavable.

Notre prix de vente
167
le paquet



Feuilles volantes

- 300 feuilles
- Lignées, margées
- 3 trous
- Quantité limitée.

Ord. 87c
Notre prix de vente
67¢
le paquet

Les feux de forêt font toujours rage à la baie James

Vingt-trois feux de forêt font actuellement rage à la Baie James. Seulement deux de ces incendies ont été limités tandis qu'un autre est sous contrôle.

Les feux de forêt couvrent une superficie totale de 186,868 acres.

Aujourd'hui, l'indice d'inflammabilité des forêts doit être extrême à la Baie James et modéré dans toutes les autres régions du Québec.

En Colombie-Britannique, par ailleurs, la situation s'est légèrement détériorée. En effet, 14 nouveaux foyers d'incendie ont pris naissance dans la forêt de Nelson, dans le sud-est, où des vents élevés et plusieurs orages ont éclaté depuis mardi.

Douze des 14 incendies ont été provoqués par la foudre et avivés par des vents de 30 milles à l'heure.

Un incendie localisé près de Nakusp a gagné 1,600 acres, hier, en couvre maintenant 5,800, et les autorités ont déclaré qu'il serait difficile de combattre ce feu en raison des vents. Un autre incendie de forêt près de Cranbrook a gagné 1,000 acres, atteignant maintenant 3,000 acres.

Mais dans l'ensemble, souligne-t-on, la situation demeure stable: 92 feux sont

sous contrôle. En tout, 667 hommes s'emploient à combattre les flammes.

D'autre part, aux Etats-Unis, dix feux de forêt majeurs continuent de faire rage sur 78,000 acres de terrain dans quatre Etats de l'ouest du pays. Plus de 101,000 autres acres ont été calcinés par 42 incendies dans le Nord-Ouest.

On a signalé hier que de nouveaux feux, mineurs ceux-là, ont été allumés par la foudre.

La série d'incendies de forêt qui font rage depuis une semaine est combattue par une armée de 10,000 hommes.

Le directeur du service de lutte contre les incendies Roger Leonard a dit hier que des progrès sont enregistrés et "qu'il y a place pour un certain optimisme". A Salt Lake City, les météorologues prédisaient une augmentation des vents à la fin de la journée.

"Vendredi et samedi seront des journées vraiment mauvaises", ont-ils affirmé. On s'attend à des orages électriques dans la région de l'Idaho et du Montana, possiblement aussi dans l'Est de l'Oregon et de l'Etat de Washington.

Certains des feux de forêt se dirigent vers des régions habitées.

ERRATUM

Boutique Oberson 632 Cathcart

Veuillez noter que notre réclame du mercredi 22 août aurait dû se lire comme suit:

SWINGER-PRO
LANGE

\$49.95



COMPETITE
POUR DAMES
\$29.95

dépêchez-vous!

N'attendez pas la date limite du
30 septembre
pour envoyer votre demande de
Prêt-Bourse

Le service des prêts et bourses aux étudiants du ministère de l'Éducation accorde chaque année une aide financière aux étudiants désireux d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures, et dont les moyens financiers sont limités. Cette aide est attribuée aux étudiants sous forme d'un prêt garanti et d'une bourse en rapport avec les besoins de chacun. Si vous avez demandé de l'aide en 1972-73, vous avez reçu un formulaire qui porte votre

identification personnelle. Le traitement de votre demande sera plus rapide si vous complétez ce formulaire. Retournez-le dès maintenant.

Si vous n'avez pas encore votre formulaire, vous pouvez vous en procurer un immédiatement dans tous les collèges et toutes les universités du Québec ainsi que dans les bureaux régionaux du ministère de l'Éducation. Complétez-le et retournez-le dès maintenant.



Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
Service des prêts et bourses aux étudiants
Edifice G, 22^e étage, Québec,
Tél: 643-3750
G1A 1J6

20 magasins à votre portée dans le Québec



C'est beaucoup plus facile de magasiner avec votre carte ChargeX

CES MAGASINS À VOTRE SERVICE À MONTRÉAL

- Allocations familiales
- "Mise de côté" pratique
- Stationnement facile

- Place Longueuil
- Pont-Viau (Centre commercial)
- Mail West Island, Transcanadienne, Sortie 35
- Jean Talon et Pie IX

- Plaza Greenfield Park
- Place LaSalle
- Châteauguay, 180 bd d'Anjou
- Les Galeries Lachine
- Mail Cavendish, Côte St-Luc

- Plaza Côte-des-Neiges
- Place Versailles
- Chomedey (Centre commercial St-Martin)
- Plaza Alexis Nihon

Satisfaction garantie ou prompt remboursement avec le sourire!

OUVERT • LUNDI À MERCREDI 9H À 18H

• JEUDI ET VENDREDI 9H À 21H

• SAMEDI 9H À 17H



Le juge Frédéric DORION

Démission du juge en chef de la cour Supérieure

QUEBEC (PC) — "Je rentre maintenant dans le rang", a déclaré hier soir le juge en chef de la cour Supérieure du Québec, M. Frédéric Dorion, au cours d'une réception donnée en son honneur au Parlement de Québec par les membres de la magistrature et du Barreau de Québec.

M. Dorion, âgé de 75 ans, qui doit prendre sa retraite comme magistrat dans quelques jours, a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de se croiser le mains, faisant allusion à son retour dans la pratique privée du droit.

M. Dorion avait été nommé juge en chef de la cour Supérieure du Québec en 1961.

Les accusés de "Figure Magic": jugement le 12 octobre

Les propriétaires et administrateurs de "Figure Magic", accusés d'avoir fait publier de la publicité fautive, fallacieuse et trompeuse sur certaines méthodes d'amalgamisation par bandelettes et lotion magique, reviendront devant la Cour le 12 octobre prochain alors que le juge Marcel Beauchemin, de la cour des sessions de la paix, rendra jugement.

Tout au cours de ce long procès, des témoins ont raconté leurs expériences personnelles, les unes favorables, les autres défavorables, et des experts ont longue-

ment disserté sur la valeur scientifique du traitement "Figure Magic" ou sur sa non-valeur.

Gérard Choquette, Richard Hébert et Alfred Gregory sont accusés en vertu de l'article 37 de la Loi des coalitions.

Hier, Me Richard Shadley, qui représentait les accusés Alfred Gregory et Gérard Choquette, a soutenu devant la Cour que les témoins et les experts n'avaient pas réussi à s'entendre sur l'efficacité ou l'inefficacité du traitement et que toutes ces dépositions devaient être rejetées.

Richard Hébert, plaident pour sa propre défense, a pour sa part affirmé que son rôle, dans cette affaire, avait été celui d'une publicité qui reçoit des ordres et qui ne crée rien. "Je n'ai rédigé personnellement aucun de ces textes publicitaires", a-t-il dit.

Quant au représentant du ministère public, Me Gerald Tremblay, il a affirmé que les annonces de "Figure Magic" "paraient de résultat garanti" alors que le dossier mis en preuve démontre que le traitement "ne pouvait absolument pas aider l'amalgamisation."

Les accusés de Houston: examens psychiatriques

HOUSTON (UPI, PA) — Un juge de district a écarté les objections de la défense, hier, et ordonné des examens psychiatriques pour deux jeunes hommes accusés de meurtre dans l'affaire des assassinats collectifs de Houston.

Le juge de district William Hatten a ordonné ces examens pour Elmer Wayne Henley, 17 ans, et David Owen Brooks, 18 ans, qui ont comparu séparément devant le tribunal.

160 causes au rôle des Assises criminelles

Le juge en chef adjoint de la cour Supérieure, M. James K. Hugessen, a commencé, hier, l'appel du rôle provisoire du prochain terme des Assises criminelles et fixé les dates de 160 causes qui, en principe, s'instruiront au cours du terme qui s'ouvrira le 4 septembre.

Ce rôle comprend déjà 9 procès pour meurtre. Il y a d'abord celui de Vincent Melochio, accusé du meurtre de deux directeurs de Dupont of Canada. Ce procès débutera le 22 octobre. Le même jour s'ouvrira celui de Jean-

Paul Mercier, sous deux accusations de tentative de meurtre.

Bernard Lortie doit également subir son procès sous l'accusation d'avoir assassiné Pierre Laporte. Jules Reeves, l'un des co-accusés dans la célèbre affaire du "Père Noël", sera conduit devant les Assises criminelles où il sera accusé du meurtre de deux policiers. En 1961, lors de son arrestation, Reeves avait été jugé inapte à subir son procès.

Le procès du Dr Henri Morgentaler, dans des affaires d'avortement, débutera le 10 septembre. Le ministère public a décidé, dans son cas, de procéder par voie d'accusations préférentielles.

Présumément battu par cinq policiers, l'avocat Riou obtient une préenquête

Le juge en chef de la cour des Sessions de la paix, M. André Fabien, a ordonné, hier, la tenue d'une préenquête — celle-ci a été fixée au 29 août — dans l'affaire qui oppose l'avocat Jacques Riou et cinq policiers de la CUM, MM. Marcel Parent,

Roger Lauzon, Lucien Gravel, Jean-Marie Capuano et Pierre Brûlé.

Dans la nuit du 28 au 29 juillet, Me Jacques Riou aurait été molesté par cinq policiers alors qu'il se portait à la défense d'un de ses clients. L'incident se serait produit, peu

après minuit, rue Crescent, à Montréal.

Me Riou prétend qu'il a été conduit au poste 10 et battu par cinq policiers. Incarcéré pendant plus de sept heures, le jeune avocat a finalement été relâché le 29 juillet, vers 13h.

Me Riou doit comparaître incessamment en chambre 307 de la Correctionnelle pour répondre à des accusations d'assaut sur des policiers, d'entrave au travail d'agents de la paix et de bagares publiques.



COLLÈGE BOIS-DE-BOULOGNE COURS DU SOIR COURS OFFERTS À L'AUTOMNE 1973

COURS EN ADMINISTRATION

* Administration	102
* Comptabilité	101
* Comptabilité	201
* Comptabilité	301
* Comptabilité	401
* Droits des affaires	107
* Économie	920
* Économie	925
* Finance	110
* Marketing	115
* Marketing	215
* Mathématiques financières	418
* Organisation et méthodes	117
* Personnel	112
* Publicité	119
* Prix de revient	118
* Science du comportement et gestion du personnel	130
* Structure de l'entreprise	116

SECRÉTARIAT DE DIRECTION

* Comptabilité	101
* Droit des affaires	107
* Économie	915
* Finance	110
* Personnel	112
* Relations humaines	304
* Rôle et fonction de la secrétaire	145
* Structure de l'entreprise	116

COMPTABILITÉ

* Comptabilité I	101
* Comptabilité II	201
* Comptabilité III	301
* Comptabilité IV	401

D.E.C. GÉNÉRAL

Allemand	101	301
Anglais	101	301
Arts plastiques	320	
* Biologie	921	942 999
* Chimie	111	
* Économie	920	
Espagnol	101	301
Français	102	202 321 302
	402	902 935
Géographie	912	
Histoire	951	
Histoire de l'art	103	
* Mathématique	002	102 101 103
	203	
Philosophie	101	201 301 401
* Psychologie	101	901 903
* Sciences politiques	940	
* Sociologie	960	211

ÉDUCATION PHYSIQUE

Conditionnement physique
Méthode d'entraînement et tennis sur table
Méthode d'entraînement et phénomène olympique
Tennis (22 septembre - 27 octobre)
Pré-ski (3 novembre - 15 décembre)

DATE LIMITE D'INSCRIPTION: 10 septembre 1973

N.B. L'inscription, aux cours marqués d'un astérisque est gratuite pour les adultes qui suivent un cours relié ou connexe à leur occupation.

Demandez immédiatement l'annuaire au

SERVICE DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
10,500, Ave Bois-de-Boulogne,
Montréal
332-3000 - 332-2902

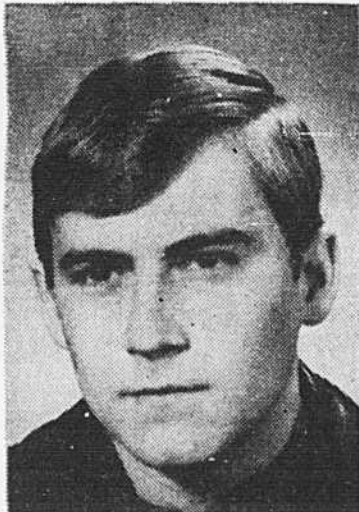
DEUX NOUVEAUX MAGASINS

"WOOLCO DISTRIBUTION PAR CATALOGUE"

La Compagnie F.W. Woolworth Limitée vient d'annoncer l'ouverture de deux nouveaux magasins du groupe Woolco Distribution par catalogue, un à Pierrefonds et l'autre à LaSalle. Les divisions Woolworth et Woolco ont conjugué leurs connaissances de la mise en marché afin de présenter aux consommateurs une nouvelle méthode captivante d'achat par catalogue. Le magasin de Pierrefonds a été judicieusement installé au centre commercial Ste-Geneviève, 10960 ouest, boulevard Gouin. Les résidents de LaSalle et des environs trouveront leur nouveau magasin au 374 de la rue Lafleur.



La compagnie F. W. Woolworth Limitée annonce la nomination de M. Jean Belanger au poste de gérant du magasin Woolco Distribution par Catalogue de LaSalle. Monsieur Belanger est au service de la compagnie depuis 1969 et a acquis son expérience dans les magasins de St-Jérôme et Shawinigan. Au moment de sa promotion, il était assistant-gérant d'un magasin Woolworth à Montréal.



La compagnie F. W. Woolworth Limitée annonce la nomination de M. Pierre Arbour au poste de gérant du magasin Woolco Distribution par Catalogue de Pierrefonds. M. Arbour est entré au service de la compagnie Woolworth en 1969 à Longueuil. Il a fait un stage dans plusieurs des magasins de la compagnie au Québec et, au moment de sa promotion, il était assistant-gérant au magasin de St-Hyacinthe.

Merveilleuses nouvelles pour vous



SECRÉTARIAT

Niveau Collégial

Reconnu pour fins de subventions

Le Ministre de l'Éducation a reconnu officiellement le Collège LaSalle pour fins de subventions pour le Programme de Secrétariat Bilingue au niveau collégial. Cette reconnaissance nous permet de réduire sensiblement vos frais de scolarité. Le Collège LaSalle qui est reconnu pour l'excellence de son enseignement est heureux de continuer à vous offrir plus et à un coût moindre.

- Programme bilingue complet qui inclut un choix d'options: légale, médicale, voyages
- Ambiance agréable dans un des plus beaux collèges d'Amérique
- Activités para-académiques et éducation physique
- Cours de charme et de maintien Nancy Taylor
- Sténographie alphabétique internationalement reconnue Speed-writing
- Privilèges de prêts et bourses
- Service permanent de relations publiques avec le monde des affaires

Le Collège LaSalle offre aussi son excellent Programme de Secrétariat Bilingue sans option au niveau Secondaire V professionnel d'une durée de 12 mois.



COLLÈGE LASALLE

2015 Drummond

842-3823

RECONNU POUR FINS DE SUBVENTIONS

La rentrée des classes à l'école de musique galipeau

inscrivez-vous rapidement



nous sommes détenteur d'un permis
du ministère de l'éducation no 401

LOUEZ UN PIANO



Louez un piano neuf plutôt que de vous user les doigts sur un vieux piano.

Galipeau Musique vous offre de louer ce magnifique piano Whitney pour seulement \$25.00 par mois pour une période d'un an (comprenant le banc, le transport et l'accord de l'instrument).

Il y a trois raisons de louer un piano chez Galipeau Musique:

- Vous jouez sur un piano neuf.
- Après un an, si vous cessez de jouer, vous n'avez pas un piano sur les bras.
- Vous pouvez vous prévaloir de notre plan location/achat.

galipeau musique

1480 Est Fleury, Mtl. Tél: 387-2568

Aussi à Terrebonne — St-Michel (MI) — St-Hyacinthe — Repentigny — Longueuil — Verdun — Québec — St-Jérôme — Châteauguay — Laval — Alma — Trois-Rivières

Zellers

LA VENTE DÉBUTE LE 23-25 AOÛT

ARTICLES VEDETTES
POUR LA CIRCULAIRE
RETOUR À L'ÉCOLE



PORTE-DOCUMENTS

Porte-documents genre professionnel, à la fois léger et solide, ouvrant sur de fortes charnières, avec deux serrures latérales et compartiment intérieur; poignée bien en main et incassable. Un modèle gainé de vinyle rebelle aux éraflures et lavable au chiffon; noir, avocat, havane.

OFFRE SPÉCIALE!

497

CH.



Valeur
spectaculaire



SOULIERS

POUR GARÇONNETS

358

LA PAIRE (11-13)

Souliers sport en vinyle blanc pour tous vos hommes. Solides au sol et confortables, ils sont coussinés à l'encolure, ont une languette coussinée et une fausse semelle coussinée à la grandeur. Blanc, raies de course bleues. Trois groupes de pointures: 11-13, 1-6 et 7-11.

SPORT EN VINYLE

POUR GARÇONS

394

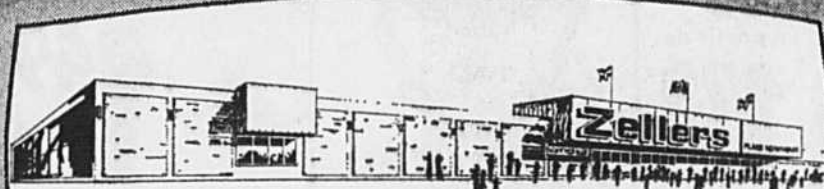
LA PAIRE (1-6)

POUR HOMMES

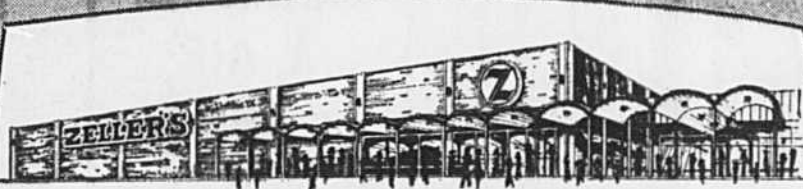
444

LA PAIRE (7-11)

TOUS LES ARTICLES
ANNONCÉS SONT
DISPONIBLES À NOS 6 MAGASINS
À RAYONS DU GRAND MONTRÉAL



LASALLE • PLACE NEWMAN
421 AVE DOLLARD
TÉL.: 363-2101



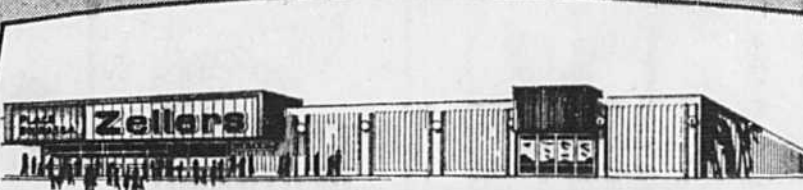
ST-EUSTACHE • PLACE ST-EUSTACHE
379 BOUL. ARTHUR-SAUVÉ
TÉL.: 473-6822



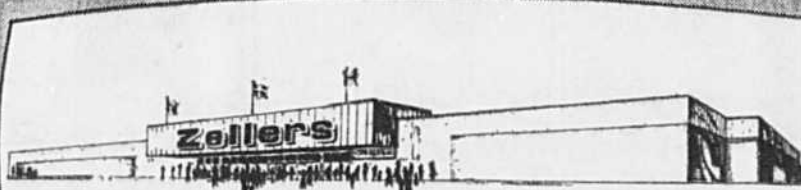
REPENTIGNY • PLACE REPENTIGNY
173, RUE NOTRE-DAME
TÉL.: 581-6200



LONGUEUIL • PLACE DESORMEAUX
2877 CHEMIN CHAMBLY
TÉL.: 670-2550



MONTRÉAL-NORD • PLACE BOURASSA
11211 LACORDAIRE
TÉL.: 323-4764



ST-JÉROME • LES GALERIES DES LAURENTIDES
390 BOUL. DES LAURENTIDES
TÉL.: 1-432-4394

LA PLUPART DES ARTICLES ANNONCÉS
SONT DISPONIBLES DANS LES
MAGASINS ZELLERS DE MONTRÉAL

SNOWDON
5225 CHEMIN DE LA REINE MARIE
TÉL.: 481-3429
CENTRE D'ACHATS NORGATE
1051 BOUL. DÉCARIE
TÉL.: 748-7897

CENTRE D'ACHATS CÔTE ST-LUC
7005, RUE CÔTE ST-LUC
TÉL.: 439-4909
CENTRE D'ACHATS DU DOMAINE
3055 RUE GRANBY
TÉL.: 258-2519

CENTRE D'ACHATS DU BOULEVARD
4140 JEAN-TALON EST
TÉL.: 722-3508
CENTRE D'ACHATS NORMANDIE
2880 DE SALABERRY
TÉL.: 334-6510



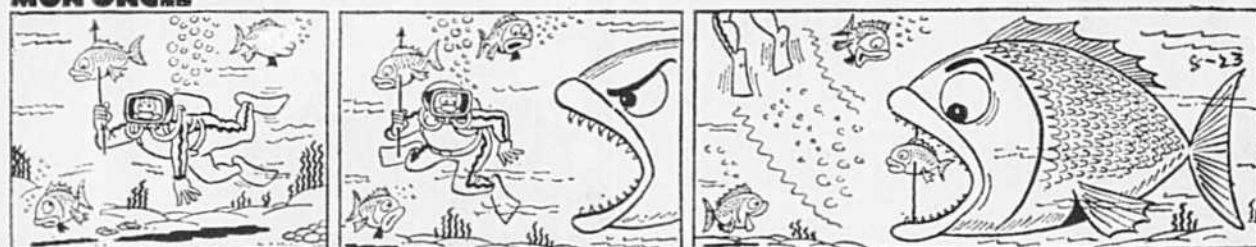
TARZAN



LES NAUFRAGÉS



MON ONCLE



MUTT ET JEFF



PEANUTS



LES PIERRES À FEU



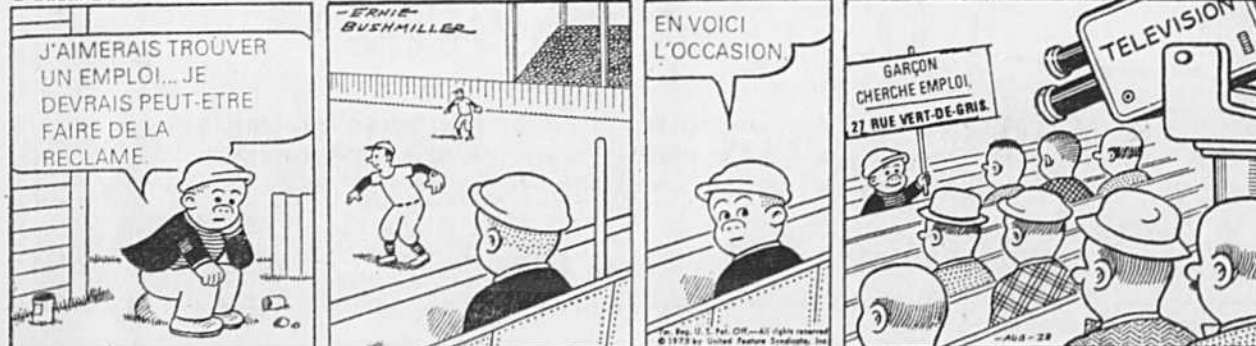
BOZO



FERDINAND



PHILOMÈNE



Boycottage de l'inscription à l'UQAM: un demi-succès

par Lysiane GAGNON

Une soixantaine d'étudiants de l'université du Québec, à Montréal, ont réussi hier à paralyser en partie le processus des inscriptions au niveau de la maîtrise, pour faire échec à l'administration qui exige un premier versement de \$107.50 au minimum (pour les étudiants à temps complet).

La plupart des étudiants qui se sont présentés au pavillon Sainte-Marie, où avait lieu l'inscription, ont effectué leur choix de cours, mais n'ont pas versé le montant exigé pour que leur inscription soit admissible.

Selon les employés préposés à ce bureau, une vingtaine d'étudiants seulement auraient payé leur dû, mais d'autres auraient dit qu'ils les acquitteraient par courrier.

Dans le calme

Le tout s'est déroulé dans le calme, en présence de quelques agents de sécurité. Les étudiants militants se sont contentés d'exercer une pression d'ordre moral en tentant de convaincre les nouveaux arrivés du bien-fondé de leurs revendications, mais il est probable que la seule présence d'un aussi

grand nombre d'étudiants, dans une salle relativement petite, a eu un effet analogue à celui d'une véritable ligne de piquets.

Au ralenti

Chose certaine, le processus d'inscription se trouve à tout le moins sérieusement ralenti, mais rien n'indique encore que cela risque d'entraîner l'annulation de la session.

En effet, ce n'est que dans deux ou trois semaines que l'on saura combien d'étudiants se sont conformés aux mots d'ordre de l'assemblée générale convoquée avant-hier par le Comité d'organisation provisoire des étudiants (COPE), d'autant plus que les étudiants peuvent toujours régler leurs comptes par la poste, et que l'inscription, pour la maîtrise et le premier cycle, ne se termine que le 6 septembre, soit quatre jours avant la date prévue pour la rentrée.

Réunion, ce soir

Par ailleurs, le conseil d'administration de l'UQAM doit se réunir ce soir, et il ne fait aucun doute que cette question sera à l'ordre du jour. C'est donc ce soir, que l'administration décidera de sa stratégie à l'endroit du mouvement étudiant.

Il a été impossible, hier, d'obtenir des données précises sur le nombre d'étudiants qui ont des dettes envers l'université. (L'acquiescement de ces dits est en effet une condition préalable à l'inscription).

Ces chiffres sont disponibles, de même que les montants en jeu, mais l'administration a décidé de les garder en premier pour le conseil d'administration. On devrait normalement les obtenir vendredi.

Un enseignant de Sept-Iles réclame la démission du conseiller P.-J. Cloutier

SEPT-ILES (PC) — Après avoir vainement tenté d'en saisir le conseil municipal, lors de sa dernière assemblée lundi dernier, un enseignant de Sept-Iles a l'intention de "prendre les grands moyens" pour obtenir la démission de M. P.-J. Cloutier comme conseiller municipal de Sept-Iles.

M. Fabien Mignault, vice-président du Syndicat des enseignants du Nord, a fait savoir, hier, qu'il demanderait l'appui de ses collègues pour formuler une résolution visant à faire démettre de ses fonctions M. Cloutier, qui serait responsable du remplacement de M. Pierre Dufort comme gérant du Centre de la Main-d'œuvre de Sept-Iles.

Il y a deux semaines, Le Soleil publiait une copie de la lettre de M. Cloutier, également président de l'Association libérale du comté fédéral de Manicouagan, adressée au député du comté de Manicouagan, M. Gustave Blouin, dans laquelle il demandait le transfert de M. Dufort parce qu'il le considérait comme un agitateur et qu'il avait, à ses yeux, de mauvaises fréquentations.

Quant à M. Mignault, il envisage également de demander l'appui de ses collègues de toute la Côte-Nord pour faire campagne contre le conseiller Cloutier, lors des élections municipales, en novembre prochain.

À votre service

Handy Andy

Spécialiste de l'automobile depuis plus 38 ans.

VOTRE CRÉDIT EST BON CHEZ HANDY ANDY DITES SIMPLEMENT "PORTEZ-LE À MON COMPTE"

Modèles pour hommes et femmes

BICYCLETTE 3 VITESSES

SPÉCIAL 68⁸⁸

Complètement assemblée

Une bicyclette idéale pour hommes et femmes. Légère mais fabriquée pour durer longtemps et faire plus de mileage. Comprend plusieurs caractéristiques de qualités tel que: roue 26" x 1-3/8"; embrayage Shimano; garde-boue chromé; cadre de grandeur standard; fini robuste en email cuir; pneus à flancs blancs.

Votre crédit est bon chez Handy Andy Dites simplement "Portez-le à mon compte"

Beaucoup moins que le prix régulier

BICYCLETTE

Junior surélevée convertible

SPÉCIAL 46⁹⁵

Complètement assemblée

Votre crédit est bon chez Handy Andy

Pneus 20 x 1.75

Style Sportster avec mini selle banane conçue pour le plaisir et la sécurité. Pour garçons et filles. Lorsque l'enfant grandit, ajustez simplement le siège à la grandeur désirée, garde-chaîne entièrement chromé. Pneus: 20x1.75", 90-533-07

CHAMBRES À AIR

SPÉCIAL 119

Prix spécialement bas. Moulés de Butyl durable de haute qualité. 90-875 Ser.

PNEUS à partir de

179

Choisissez parmi des flancs noirs, blancs, gommes ou à lignes rouges. 90-840 Ser.

CHAÎNE ET CADENAS

Excellent cadenas de bicyclette extra robuste. Chaîne en acier solide. 90-751-02

144

JEU DE DYNAMO

479

Possède un système de 2 faisceaux avec feu haut et bas. 90-722-08.

PORTE-BAGAGE ARRIÈRE SURÉLEVÉ

Fabriquée en acier épais chromé, pour bicyclettes surélevées. Ferrure comprise 90-613-34.

279

BALLE DURE

Poids et grandeur de liège majeure. Recouverte en peau de cheval. Couture double. 62-306-01

SPÉCIAL 249

BALLE DURE

Possède une enveloppe de la plus haute qualité à couture double. 62-313-02.

SPÉCIAL 199

Tous les prix indiqués sur cette annonce ne sont valables que jusqu'à samedi inclusivement pour mieux vous accommoder nos magasins sont ouverts de soir et demain soir jusqu'à 9h: samedi jusqu'à 5h

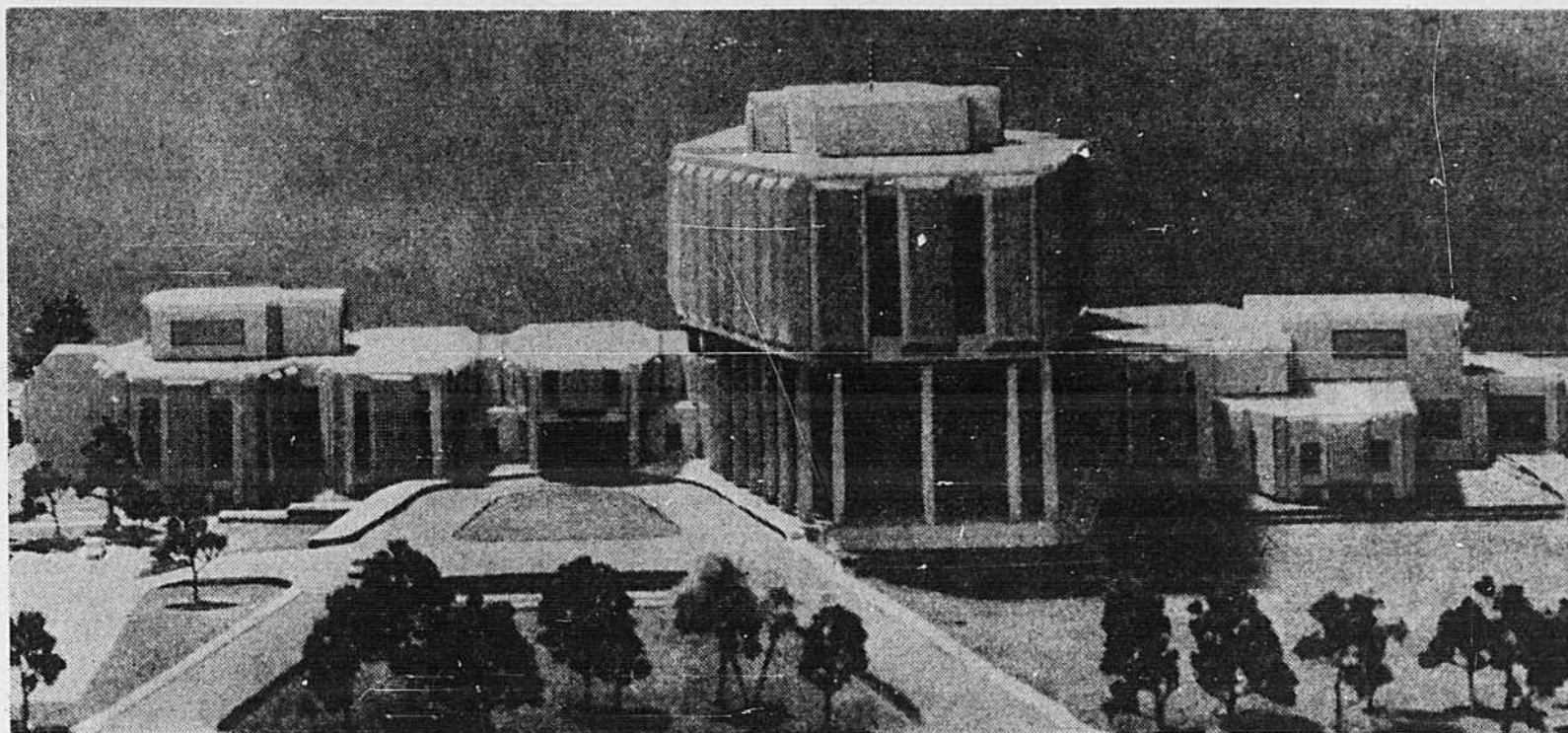
MAGASIN CHEZ HANDY ANDY ET ÉPARCENZ	Centre d'achat	Centre d'achat	Centre d'achat	Centre d'achat	Centre d'achat	Centre d'achat	Centre d'achat	Centre d'achat	Centre d'achat
Satisfaction garantie ou argent remis	Centre d'achat	Centre d'achat	Centre d'achat	Centre d'achat	Centre d'achat	Centre d'achat	Centre d'achat	Centre d'achat	Centre d'achat
527-2371	625-0145	526-2514	677-3201	677-3201	677-3201	677-3201	677-3201	677-3201	677-3201
3511-0590	486-8743	521-6663	486-8743	486-8743	486-8743	486-8743	486-8743	486-8743	486-8743

QUE DIRIEZ-VOUS D'UNE CARTE DE CREDIT HANDY ANDY?

MAGASINS AVEC CENTRES-SERVICE

3575 BOUL. TACHÉ (MONTREAL) 676-0231 (CLUB LAFLEUR)

8780 BOUL. HENRI (MONTREAL) 366-5323 (CLUB LAFLEUR)



Ce premier hôpital important, à Laval, qui comprendra 350 lits et dont les travaux de construction, au coût de quelque 20 millions de dollars viennent de débuter.

En 1975, 350 lits d'hôpital à Laval

Les travaux de la Cité de la Santé de Laval sont commencés et l'hôpital sera définitivement au service de la population en 1975.

Le début des travaux de construction entrepris par la Corporation de la Cité de la Santé de Laval, marque une étape dans ce que le docteur Lucien Paiement avait appelé un long pèlerinage pour l'obtention d'un premier hôpital à Laval.

C'est en décembre 1971 que

le gouvernement du Québec autorisait finalement la Corporation à construire un hôpital de 350 lits au coût de 20 millions de dollars. En annonçant le début des travaux, le Dr Paiement qui préside le conseil d'administration de la Corporation, a souligné que dans la mesure du possible, cet hôpital fait appel aux idées nouvelles et aux plus récentes techniques.

C'est ainsi que:

- 1) le concept des soins à la communauté est entièrement différent;
- 2) les techniques de gestion s'inspirent largement du P.P.B.S., système adopté récemment aux deux niveaux gouvernementaux;
- 3) le concept d'architecture est innovateur à plus d'un titre;
- 4) enfin, l'utilisation d'un nouveau mode de construction permettra d'accélérer les travaux.

L'urgence de construire un

hôpital à Laval avait fait l'objet d'un rapport du Dr Paiement en 1967, rapport qui fut entériné par Québec qui autorisait la formation de la Corporation de la Cité de la Santé de Laval. L'année suivante, la construction de l'hôpital est autorisée. Toutefois, lors de l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement Bourassa, tous les travaux en cours dans le domaine hospitalier sont arrêtés.

Finalement, un groupe indépendant dirigé par le Dr Pierre Bois, doyen de la faculté de médecine de l'Université de Montréal, enquêtait sur la situation à Laval et faisait rapport au ministre des Affaires sociales. Et en décembre 1971, Laval qui ne possédait qu'un hôpital de 20 lits pour desservir une population de 200.000 personnes apprenait que l'autorisation de construire était de nouveau accordée.

La police part en guerre contre les voleurs de bétail

par Jean-Paul CHARBONNEAU

La Sûreté du Québec est bien déterminée à combattre le plus tôt possible, les vols croissants de bétail. Plusieurs ont été commis depuis l'augmentation du coût de la viande.

Un spécialiste de ce corps de police a en effet été chargé d'échafauder un plan dont le but est de mettre en échec une fois pour toutes les voleurs de bétails.

Ce plan, dont les grandes lignes sont contenues dans un rapport spécial, a été remis aux autorités policières et, après étude, les directives devaient être données aux responsables des différents détachements de la SQ à travers la province.

En attendant une rencontre groupant les officiers supérieurs de la SQ, prévue pour demain, les officiers et les agents affectés à la patrouille routière ont reçu des directives spéciales.

La SQ demande également aux cultivateurs d'être plus vigilants sur leurs terres et de compter leurs bêtes le plus souvent possible.

Les régions des Cantons de l'Est, de Saint-Jean et de Québec sont le plus durement touchées par les vols de bétail.

Jusqu'à présent, la police a procédé à plusieurs arrestations et les policiers sont d'avis que les vols sont perpétrés par des individus connaissant la région.

"Pour le moment du moins, précise un policier, il n'y a pas de gangs organisés qui commettent des vols de bétail."

Trois fois plus de vols

Le nombre de vol de bêtes à cornes et de porcs a triplé cette année comparativement à la même période en 1972.

Depuis juin, 166 bestiaux ont été volés représentant

une somme de plus de \$65.000. Pour la même période l'an passé la police en signalait 50.

Le dernier de ces vols a été perpétré, hier matin, sur une ferme de Yamachiche, près de Louiseville.

Des individus ont pris la fuite avec 25 porcelets.

Ce n'est pas seulement sur les fermes que les vols du genre ont augmenté.

Un porte-parole du service de sécurité des magasins Steinberg's a déclaré que depuis les dernières semaines, les vols de viande dans les comptoirs ont subi une hausse de 20 p. 100.

DANS L'ANNONCE DU

CENTRE DE COUTURE PARENT

PARUE DANS LA PRESSE D'HIER,

AURAIT DÙ FIGURER

L'ADRESSE SUIVANTE

2667, RUE VAN HORNE

CENTRE D'ACHATS WILDERTON

735-0284

Mâcher!



Plus sûre pour ceux qui portent un dentier.

À votre service

Handy Andy

Spécialiste de l'automobile depuis plus 38 ans.

Beaucoup moins que le prix régulier

HUILE À MOTEUR "Golden Flo"

44¢

Spécial

L'huile à moteur de la plus haute qualité, la plus économique que nous connaissions pour les autos et les camions. 10W30 toutes saisons. 10-407-08

Spécial

44¢

SIÈGE D'AUTO Reversible

Haut dossier. Un côté en fourrure orlon et le revers en fibre plastifié. Couleurs assorties. 16-691-59

Aubaines !

CIRE

"Turtle" Extra Dure

189

Une autre aubaine formidable de Handy Andy. Donne à votre voiture un fini ciré durable. 27-715-17

VENTE "Cross Country" Deluxe

4 plis nylon "DuPont" flancs blancs

13.95

Spécial 7.35 x 14 (E78-14)

Pour l'économie et la sûreté ces pneus "Cross Country" De Luxe comprenant 4 plis robustes en Nylon DuPont... en plus de vous donner une action de mordre pour les départs et arrêts sûrs. Prix exceptionnellement bas... pour des départs et des arrêts sûrs, cette qualité. H78-13 (600 x 13)* H78-15 (855 x 15). Autres grandeurs disponibles, (flancs blancs et flancs noirs), en quantités limitées à seulement \$12.88 *tarif 2 plis.

"CROSS COUNTRY" SÉRIE "SUPRÊME"

Semelle large, super robuste à flancs blancs

19.95

Spécial 7.35 x 14 (E78-14)

Les 4 plis de nylon "DuPont" rendent ce pneu robuste et sûr. Pour plus de sécurité, il est vérifié à une vitesse dont vous n'aurez jamais besoin... et contient plus de nylon là où cela compte le plus. Il est large, plat, avec une semelle profonde qui lui donne une action de mordre pour un meilleur contrôle de conduite. 13-790-23. Installation \$1.00.

Autres grandeurs disponibles à économie semblables.

6.00 x 12, & 78-14 (1.75 x 14), G78-14 (8.25 x 14), H78-14 (8.55 x 14), F78-15 (7.75 x 15), G78-15 (8.25 x 15), H78-15 (8.55 x 15).

Spécial

11.77

PORTE-BAGAGES "RANGER"

Supports d'aluminium glissant le long des barres transversales permettant un ajustement parfait... extensible jusqu'à 60" de large. Revêtement de plastique, n'effleure pas la peinture. 23-277-08.

BEAUCOUP MOINS QUE LE PRIX RÉGULIER

99¢

TAPIS DE CAOUTCHOUC

Tapis pratique pour l'auto, la maison, le chalet d'été. Des rayures profondes ramassent la saleté jusqu'au nettoyage. Vert, noir, bleu, or. 24-508-31-49-56-64.

Spécial

22.88

PERCEUSE/CADDIE

"Black & Decker"

- Perceuse B & D 3/8"
- Disque de 5" en caoutchouc
- Mandrin adaptateur
- Capuchon de 5" en peau de mouton
- 6 disques pour sabler
- 3 vrilles à percer
- Caddie portatif 75-228-81

Épargnez \$5.07

Spécial

24.88

SCIE CIRCULAIRE 7 1/2"

Comprend plusieurs des caractéristiques rencontrées habituellement sur des scies plus dispendieuses. Moteur puissant. Semelle enveloppante. Débrayage de sûreté pour protéger le moteur contre le grillage. 75-246-55

Spécial

15.88

SABLEUSE-FINISSEUSE

"Black & Decker"

Idéale comme sableuse tout-usage. Parfaite pour finissage sur bois, métal et plastique. Bien équilibrée pour opération d'une seule main. 75-234-00

Valeur excellente !

17.88

SCIE À DÉCOUPER

"Shopmate"

Vous permet de faire des coupes droites en courbe ou en spirale dans le bois, le métal ou le plastique. 75-244-24

L'ASSOCIATION DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

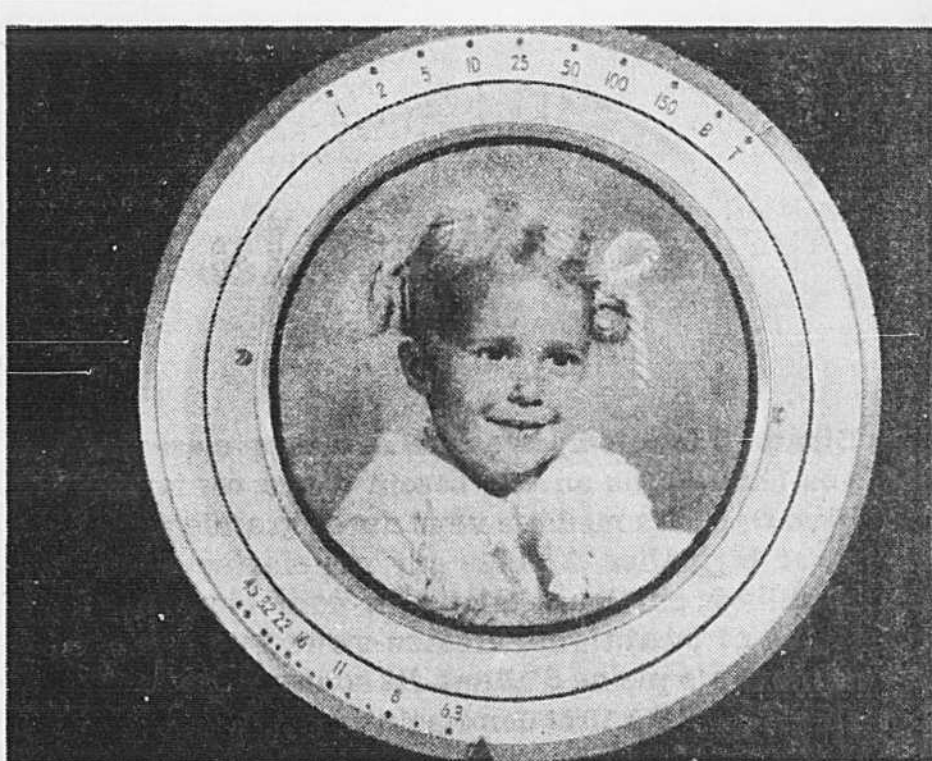
4200 OUEST, DORCHESTER, MONTRÉAL, Québec

CHANGEMENT DE DATES

Les sessions d'examens pour l'obtention de l'enregistrement et la licence d'infirmière et d'infirmier auront lieu les 28, 29, 30 septembre 1973 à l'endroit suivant:

Pavillon des Sciences Sociales
Université de Montréal
3200, Jean-Brillant
(Decelles — Jean-Brillant)
Montréal

Les candidats et candidates devront faire parvenir leur demande à l'A.I.I.P.Q. d'ici le 1er septembre 1973.



Pour 2 jours seulement!

Du mardi 21 août au samedi 25 août

UNE SUPERBE PHOTO COULEUR

8" x 10" de votre enfant

.99 (plus .50 pour frais de manutention)

Captez son air mutin pour toujours grâce à une photo couleur naturelle que donne un film Eastman Kodak Professional Ektacolor.

- A choisir de la photo initiale; pas d'épreuves
- Impressions supplémentaires à prix raisonnables
- Limite d'âge 5 semaines à 12 ans
- Photo de groupe: .89 en sus, par enfant
- Limite d'une séance par enfant; deux par famille
- Photo additionnelle (ex: 8x10) 10.95 ch.

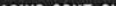
HEURES:

Mardi 10 h à 17h30 — Mercredi 9h30 à 17h30

Jeudi, vendredi 9h30 à 19h30 — Samedi 9h à 16h.

Eaton Centre-ville (cinquième étage), Anjou (niveau de la promenade), Pointe-Claire (deuxième étage), Rayon 512.

EATON

TOUS LES PRIX INDIQUEES SUR CETTE ANNONCE NE SONT VALABLES QUE JUSQU'À SAMEDI INCLUSIVEMENT								MAGASINS AVEC	
POUR MIEUX VOUS ACCOMMODER NOS MAGASINS SONT OUVERTS CE SOIR ET DEMAIN SOIR JUSQU'À 9h; SAMEDI JUSQU'À 5h								CENTRES-SERVICE	
		CENTRE D'ACHAT ROSEMERE		1585 EST RUE MONT ROYAL		6338 BOUL ST-LAURENT		CENTRE D'ACHAT VILLE JACQUES-CARTIER	
MAGASINEZ CHEZ HANDY ANDY ET ÉPARGNEZ		625-0146		526-2514		277-6500		CENTRE D'ACHAT ST-MARTIN	
Satisfaction garantie ou argent remis		CREDIT PLAN PLAN DE CREDIT				677-3201		681-1664	
QUE DIRIEZ-VOUS D'UNE CARTE DE CREDIT HANDY ANDY?		CENTRE D'ACHAT MAISONNEUVE		CENTRE D'ACHAT CHAMPLAIN		4010 EST RUE ONTARIO		5850 OUEST RUE SHERBROOKE	
		527-2371		3511-0590		521-6663		CENTRE D'ACHAT LAVAL OUEST	
								627-3693	
								PROCEDEZ-VOUS UNE CARTE DE CREDIT HANDY ANDY	
								CENTRE D'ACHAT PIERRE	
								5590 CHEMIN CÔTÉ DE L'ESSE A 733-5391	
								3575 BOUL TASCHEAU (VILLE LAFLÈCHE)	
								8789 BOUL NEWMAN	
								366-5323 (LAFLEUR)	
								729-1880	

EATON



C'est la rentrée en chaussures alliant style et confort

Bientôt il sera temps de vous rendre en classe et vos chaussures auront besoin d'être confortables. Dans ces modèles vous aurez grande allure et bien-être. Montés sur plateforme. Bien équilibrés sur leurs talons, ils vont bien avec jupes et pantalons. Mettez-vous au pas en chaussants pleins d'allant. Ils sont maintenant chez Eaton! 5 à 10 et demi-pointures.

1. Lacage 4-oeillets et piqûres fantaisie sur un modèle en vinyle. Talon 2 1/4". Bicolore noir/brun, brun foncé/brun moyen.

15⁰⁰
pre

2. Un chausse-cheville avec courroie à boucle au cou-de-pied, empeigne en vinyle bicolore et semelle compensée en polyuréthane effet bois. Brun/ton chameau.

20⁰⁰
pre

3. Piqûres fantaisie sur un modèle en vinyle avec lacage 4-oeillets, piqûres sellier, lacet de couleur et semelle compensée effet bois. Talon 2 1/4". Marine avec décor et lacet jaune ou noir avec rouge.

20⁰⁰
pre

4. Brides sur modèle en vinyle souple à courroie double, boucles dorées, piqûres sellier et semelle crantée. Talon 2 1/4". Noir ou brun.

15⁰⁰
pre

5. Un trotteur à lacage 4-oeillets dans un modèle en vinyle avec piqûres sellier et semelle crantée. Talon 2 1/4". Noir ou brun.

15⁰⁰
pre

6. L'escarpin souple à empeigne en vinyle sur plateforme gaufrée contrastante et talon recouvert de vinyle. Talon 7/8". Choix de rouge foncé antique ou noir.

18⁰⁰
pre

Venez ou téléphonez. 842-9211

EATON Centre-ville (deuxième étage) Anjou, Pointe-Claire. Rayon 238

du nouveau avec eaton

Avec Eaton, vous trouverez une marchandise saisonnière à prix fort bien étudiés. Nouveaux arrivages! Marchandise moderne! Tout ce qui contribue à satisfaire une clientèle de choix. Venez célébrer avec nous l'ouverture d'Eaton Cavendish.

Eaton du Mail Cavendish Côte St-Luc ouvre le 30 août. Un magasin de plus dans le grand programme d'expansion Eaton.